



FLN-RND-TAJ-MPA

Ouyahia pousse vers l'Alliance présidentielle

En rencontrant les responsables des partis de la majorité présidentielle, officiellement pour discuter du projet de loi de finances 2018, Ahmed Ouyahia semble indiquer qu'il souhaite uniquement s'assurer d'un passage et d'un vote sans heurts devant les deux chambres du Parlement dans les tout prochains jours.

Page 2

Médias

Le prix du Président de la République du journaliste professionnel attribué

Page 2

Lutte antiterroriste en Afrique du Nord et au Sahel

L'Algérie maintient son «haut niveau de vigilance»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a réitéré, hier, l'appel de l'Algérie à renforcer la coopération sécuritaire et policière entre les différents pays de l'Afrique du Nord et de la sous-région du Sahel pour coordonner les efforts dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Page 3



Durant les premiers huit mois de l'année

Plus de 38 tonnes de résine de cannabis saisies

Page 3



Projet de loi de finances 2018

Amélioration de certaines données de l'économie nationale

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a fait état de signes d'amélioration de données de l'économie nationale, notamment des exportations des hydrocarbures, outre le recul du taux d'inflation et l'amélioration de la couverture des dépenses de gestion grâce à l'augmentation du recouvrement de la fiscalité ordinaire, mettant en avant les grandes lignes de la politique financière nationale pour la période 2018-2020. Exposant la situation économique en chiffre jusqu'à août 2017, le

ministre a relevé une augmentation du prix du brut algérien avec une moyenne de 50,6 USD/baril, une reprise relative des exportations en hydrocarbures qui a atteint 21,3 milliards USD avec un léger recul des importations de marchandises, passant de 31,7 milliards USD à 30,8 milliards USD en 2017, ce qui a entraîné un ralentissement du déficit de la balance commerciale, passant de 11,4 milliards USD à 7,1 milliards USD à fin août 2017.

Le ministre a évoqué également un recul du taux d'inflation qui s'est établi fin août 2017 à 5,7% contre 6,5% durant la même période de l'année 2016.

Le déficit du trésor a reculé à près de 380 milliards de dinars fin juin 2017 contre

1.769 milliards de dinars durant la même période de l'année 2016, a ajouté M. Raouia, imputant ces chiffres à une augmentation des recettes et un recul des dépenses. En dépit de ces chiffres, l'économie nationale devra - poursuit le ministre - faire face à plusieurs défis à la lumière de la contraction de la liquidité, l'épuisement de l'épargne publique à compter de février 2017, et un recul des réserves de change en raison de l'effondrement des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux ayant conduit à une réduction des recettes et mettant le Trésor public sous pression.

Page 4

Consommation

Les prix des produits alimentaires augmentent

Jusqu'au mois de septembre dernier, les prix à la consommation en rythme annuel ont évolué de 5,9% selon l'Office national des statistiques (ONS), en augmentation de 1,1 par rapport au mois d'août. La hausse a concerné notamment les produits alimentaires.

Page 5



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a fait état de signes d'amélioration de données de l'économie nationale, notamment des exportations des hydrocarbures, outre le recul du taux d'inflation et l'amélioration de la couverture des dépenses de gestion grâce à l'augmentation du recouvrement de la fiscalité ordinaire, mettant en avant les grandes lignes de la politique financière nationale pour la période 2018-2020. Exposant la situation économique en chiffre jusqu'à août 2017, le



FLN-RND-TAJ-MPA

Ouyahia pousse vers l'Alliance présidentielle

En rencontrant les responsables des partis de la majorité présidentielle, officiellement pour discuter du projet de loi de finances 2018, Ahmed Ouyahia semble indiquer qu'il souhaite uniquement s'assurer d'un passage et d'un vote sans heurts devant les deux chambres du Parlement dans les tout prochains jours.



Par Nabil Benali

Une volonté qu'indique aussi la déclaration du premier ministre qui entend réunir autant d'adhésions que possible à son plan d'action, lorsqu'il soutient que «cette rencontre ne veut pas dire que les autres partis n'ont pas leur place dans ce débat» et que «tout parti qui souhaite tenir une rencontre est le bienvenu et le bureau du Premier ministre est ouvert à tous les Algériens».

Evidemment, M. Ouyahia est parfaitement au courant de l'état de l'opinion au sujet des réformes économiques et sociales qui vont s'accélérer en 2018 et de leur niveau de popularité. Depuis 2014, les budgets successifs prévoient des déficits quasi automa-

tiques, malgré la discipline de l'Opep et la stabilité du marché pétrolier qui permet de contenir les dégâts sur les revenus de l'Etat. Il sait très bien qu'il a forcément besoin d'une coalition la plus large possible, une sorte de gouvernement d'union sacrée, mais qui ne dit pas son nom, car chez nous la composition du gouvernement n'a aucun lien avec l'ancrage électoral tel que reflété par les élections législatives. Si une logique semblable devait être respectée, c'est le FLN de Djamel Ould Abbès qui serait à la tête du gouvernement et non le RND de Ahmed Ouyahia. Mais ce n'est pas le plus urgent pour M. Ouyahia qui doit disposer d'une base sociale et de relais politiques pour mieux faire accepter ses réformes.

Cette rencontre tenue au

palais du gouvernement avec les chefs du FLN, du TAJ et du MPA est la deuxième du genre, après celle de la mi-septembre dernier. Cette dernière visait à préparer la présentation et les débats sur son plan d'action. Il était question de coordonner les instructions aux députés de la majorité et de s'entendre sur les éléments de langage. Ce n'était qu'une stricte application des orientations du Président Bouteflika qui, en Conseil des ministres, avait estimé que «les partenaires sociaux et le gouvernement sont en devoir de faire preuve de solidarité et de coordination pour garantir la progression des réformes dans la paix sociale». Il avait aussi souligné qu'il «appartient donc à chacun de nous, par-delà tout clivage, y compris politique, de s'associer à la préservation de

l'indépendance économique et financière du pays par l'adhésion aux réformes et aux efforts que cela requiert».

Servi par un contexte où des réformes qui risquent d'être très impopulaires, car coûteuses socialement, Ahmed Ouyahia est en passe de remporter son défi contre l'ancien SG du FLN, Amar Saâdani lequel, rappelle-t-on, avait refusé toute idée d'alliance et parlé d'un «front national» où partis politiques, organisations de masse et associations viendraient se réunir pour apporter leur soutien au programme du Président Bouteflika. Amar Saâdani avait même défendu l'idée d'un gouvernement FLN à 100%, ne voyant aucune raison de partager le pouvoir avec d'autres forces politiques. L'actuel Premier ministre et SG du RND semble donc à deux doigts de réhabiliter l'Alliance présidentielle qui s'est imposée comme l'unique bloc politique qui compte. C'était du temps du trio FLN-RND-MSP. Aujourd'hui, avec le quatuor RND-FLN-TAJ-MPA, M. Ouyahia fait mieux : le FLN est ligoté au sein de cette alliance et ne pavoise plus en tant que «première force politique du pays». Les islamistes sont tout de même représentés via TAJ de Amar Ghoul et le MPA de Amara Benyounés est aussi de la partie pour faire représenter le vieux clivage de la décentralisation. Si cela finit par un document ou une plate-forme officialisant la nouvelle Alliance présidentielle, on peut dire que Ahmed Ouyahia aura bétonné le jeu d'ici à 2019 grâce à une alliance devant laquelle l'opposition n'a aucune chance.

N. B.

Dans son programmes électoral pour les élections locales Le RND promet des sessions ouvertes aux citoyens

Le Rassemblement national démocratique (RND) a assuré que ses élus, dont les noms sortiront des urnes, lors des prochaines élections locales, tiendront des «sessions régulières et ouvertes aux citoyens», indique cette formation politique dans son programme électoral publié sur son site Internet.

«Le Rassemblement national démocratique (RND) veillera à ce que ses élus locaux tiennent régulièrement des sessions ouvertes aux citoyens de la commune pour présenter des bilans d'étapes sur l'exécution de leur mandat», souligne le parti à la veille des élections des Assemblées communales et de wilayas, prévues le 23 novembre prochain.

Le parti considère aussi que la relance du développement local aura besoin d'Assemblées communales et de wilayas, dont les élus «se distingueront par la compétence, l'intégrité et la loyauté envers les citoyens».

Les candidats du Rassemblement «se distinguent par la compétence», estime ainsi le parti, ajoutant qu'«ils se distinguent aussi par l'intégrité qui est une tradition au RND».

Il rappelle alors, que sur plus de 6 000 élus locaux, «le parti a compté moins de 200 poursuivis en justice, et moins d'une cinquantaine qui ont été condamnés», relevant que les candidats du parti aux élections «seront également loyaux envers les citoyens».

«Le parti et ses élus ne font pas de clientélisme dans la gestion des affaires publiques», affirme la même source.

Le RND précise, en outre, qu'il assistera ses élus locaux avec un guide contenant des conseils sur la bonne gestion locale ainsi qu'avec des rencontres et des séminaires de formation.

Revenant sur les objectifs qu'il s'est assignés depuis l'émergence, en Algérie, d'une crise financière, le RND, souligne que le pays, «vit depuis plus de trois années une crise financière qui persiste et qui a ralenti les réalisations du pays en matière de développement».

Il rappelle alors que les cadres du RND siégeant au gouvernement, sous la direction du Président Abdelaziz Bouteflika, «ont dégagé une solution à cette crise financière, sous la forme d'emprunts du Trésor public auprès de la Banque d'Algérie», assurant que ceci «permettra de dynamiser encore plus le développement avec une priorité au développement local».

Reda A.

Médias

Le prix du Président de la République du journaliste professionnel attribué

Le prix du Président de la République du journaliste professionnel a été attribué, dans sa troisième édition, dimanche soir à Alger à 15 lauréats, exerçant dans différentes catégories de médias, sélectionnés parmi 212 postulants.

Placé cette année sous le thème «La préservation de l'environnement, clé de bien-être public et de bonheur social», le prix institué le 3 mai 2015 par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la Journée internationale de la presse, a été remis aux candidats retenus, en présence notamment du ministre de la Communication, Djamel Kaouane, de membres du gouvernement, de hauts responsables de l'Etat, de directeurs de presse ainsi que de nombreux journalistes.

Le Premier prix de la catégorie télévisuelle a été attribué à la journaliste de l'Entreprise publique de télévision (Eptv), Selma Djellabi pour son reportage

«L'environnement, une ressource et un défi», alors que le deuxième prix est revenu à Nadia Soltani de la même entreprise pour son reportage intitulé «Le lac de Réghaïa», tandis que le troisième prix a échu à Hassiba Ibelaidene de la chaîne de télévision privée, Chourouk TV pour son reportage «Boumessouad, le village le plus propre».

Le Premier prix de la catégorie presse écrite a été, quant à lui, attribué au journaliste Hichem Boumedjout du journal *El Massa* pour son reportage «Un environnement sain», le second à Fouad Imaten du journal *El Moudjahid* pour son reportage intitulé «Un paradis, les pieds dans l'eau», alors que le troisième prix est revenu à Mostapha Bestami du journal *El Khabar* pour son article : «Les gaz des véhicules ou la mort lente».

Concernant les travaux de la catégorie radiophonique, le premier récompensé est celui de

Abderezak Dendani de la station locale de Bordj Bou Arréridj pour son reportage sur «Les carrières», alors que le deuxième prix est revenu à Lamia Sakri et Saïd Bada de la Chaîne II pour leur reportage «Le droit coutumier» en langue amazighe dans sa variante chaoui, tandis que le troisième prix a été raflé par Sahnoun Benameur de la Radio locale d'El Bayadh pour son reportage «L'environnement est un comportement».

S'agissant du prix de la presse électronique, le premier prix a été attribué à Ali Gasmia de la Radio Net multimédia (Eprs) pour son travail intitulé «Je t'en prie, ne jette pas !», alors que le deuxième prix est revenu à Khaled Taâzibt de l'APS multimédia pour son reportage «Le recyclage», et le troisième prix a été remporté par Hacène Kheroubi du journal électronique Cherchel News pour son reportage «Le projet du nouveau port du centre de Cherchell».

Pour le prix illustration photo, un prix unique a été attribué au photographe du journal *En Nasr* pour des photos illustrant un reportage de presse sur l'environnement (aménagement de l'Oued Rhumel), alors que le prix du jury est revenu à Moussa Khider de la Chaîne II de l'Eprs pour son reportage «Le village le plus propre, une idée à suivre», présenté en langue amazighe dans sa variante kabyle.

Le ministère de la Communication a distingué des militants de la cause nationale, Mohamed Hadj Hamou, Mohamed Arabdiou et Ben Asmane Fatma (née Zekkal), des personnalités du monde des médias, Omar Zeghmi, Farouk Bellagha, Aït Hamoudi Mohamed Lamine, Saleh Dib, Mohamed Boumedini, Mohamed Ben M'hel, Ben Zeghib Mohamed, Allouache Mohamed, Aïnouche Abdelmalek, Benyoucef Ouadia, Ali Bouchatit et Ahmed Issad.

Une distinction spéciale a été attribuée à Ali Habib, de son vrai

nom Daniel Huguet, un ami de l'Algérie et de la Révolution, ainsi qu'au défunt directeur de la publication du journal *La Tribune*, Hassan Bachir-Chérif, qui faisait partie des membres du jury jusqu'à son décès en juin dernier. Le jury de ce prix, présidé par l'éditeur et romancier Mouloud Achour, et composé de Moussa Boudhane, Ahmed Benzlikha, Hamid Benomari, Djahida Mihoubi, Mohamed Zebda, Achour Cheurfi, Djakoum Abdelwahab, Djamel Bouadjaimi, Ahmed Hamdi et Nacéra Aït Selhat, a été honoré lors de cette cérémonie.

Le président du jury a indiqué, lors de cette cérémonie que la plupart des travaux «concernaient l'audiovisuel, ce qui atteste de la dynamique de ce secteur dans notre pays», ajoutant que les membres du jury «avaient travaillé en toute coordination et la sélection les prix attribués s'est faite dans le consensus».

G. L.

Lutte antiterroriste en Afrique du Nord et au Sahel

L'Algérie maintient son «haut niveau de vigilance»

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a réitéré, hier, l'appel de l'Algérie à renforcer la coopération sécuritaire et policière entre les différents pays de l'Afrique du Nord et de la sous-région du Sahel pour coordonner les efforts dans le cadre de la lutte antiterroriste.



Par M. Ait Chabane

S'exprimant hier, à Alger, à l'ouverture des travaux de la 1^{ère} réunion plénière du groupe de travail du Forum mondial de lutte contre le terrorisme (Gctf), le chef de la diplomatie algérienne a réitéré par là même le «haut niveau de vigilance» que maintient l'Algérie sur le front intérieur et le long de sa bande frontalière, en cette conjoncture sécuritaire très dangereuse à cause de la prolifération des groupes terroristes dans les pays en proie aux conflits armés. Et de rappeler, dans ce sens, la pleine disponibilité de l'Algérie «qui a durement souffert dans les années 1990 de ce fléau du retour des combattants terroristes étrangers (CTE), maintient un haut niveau de vigilance à l'intérieur de son territoire et sur toutes les fron-

tières et réitère sa disponibilité à renforcer sa coopération frontalière et policière avec l'ensemble des pays de la région». Abdelkader Messahel a particulièrement mis l'accent sur le financement du terrorisme à travers les rançons et autres fléaux en étroite connexion avec le terrorisme, notamment le trafic de drogue et d'armes, l'émigration clandestine et la contrebande. Il a expliqué, dans ce sens, que l'Algérie «continuera à soutenir la criminalisation par l'ONU du paiement des rançons contre la prise d'otages et toutes les actions tendant à l'assèchement des différentes sources de financement du terrorisme». Plus explicite, le ministre des Affaires étrangères a souligné l'impérieuse nécessité de «l'exigence de travailler ensemble au tarissement des multiples sources de financement du terrorisme dans cette région de l'Afrique de l'Ouest,

sources parmi lesquelles la prise d'otages contre rançon, le crime organisé transnational sous ses différentes formes, l'exploitation aujourd'hui très juteuse des réseaux de migration illégale, d'armes et de drogue - cocaïne, héroïne et surtout haschich - ainsi que la traite des êtres humains et le blanchiment d'argent, drainent des sommes considérables, qui permettent aux groupes terroristes de disposer d'importants moyens financiers pour alimenter, poursuivre et étendre à de nouveaux pays leur activisme criminel». Le ministre a relevé que c'est d'ailleurs, dans cet esprit que «nous organisons, conjointement avec le Royaume des Pays-Bas, la première réunion régionale sur la relation entre le terrorisme et le crime organisé transnational» qui se tiendra demain à Alger. En outre, Abdelkader Messahel a mis en exergue le rôle «crucial» de la femme dans le cadre

de la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme, notant au passage le courage et l'implication de la femme algérienne dans cette œuvre nationale de lutte contre le terrorisme. Il a affirmé, dans ce sens, que la victoire contre le terrorisme «s'est faite grâce aux sacrifices, à la mobilisation, à l'engagement actif et à la résistance de la femme algérienne», tout en soulignant le rôle primordial des mouchidates qui accomplissent un travail de fond remarquable auprès des jeunes filles, des mères et des travailleuses et même les prisonnières. Et de rappeler enfin les «fortes relations historiques, humaines, culturelles, économiques et surtout une puissante conscience de communauté de destin» avec les pays de la sous-région du Sahel et d'Afrique de l'Ouest, réaffirmant à ce titre que l'Algérie «ne ménagera aucun effort à cette fin». **M. A. C.**

Selon Mohamed Aïssa

Le discours religieux sera revu en profondeur

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a indiqué dimanche à Alger, que son département compte revoir le discours religieux en profondeur.

L'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme, le fondamentalisme et l'extrémisme religieux est «un modèle dont beaucoup de pays s'inspirent aujourd'hui», a déclaré M. Aïssa en marge de l'ouverture de l'examen national oral d'accès aux instituts de formation des cadres des affaires religieuses, à Dar El Imam (Alger), soulignant que son département compte revoir le discours religieux en profondeur, de manière à le mettre à l'abri de toute instrumentalisation idéologique en puisant dans la culture nationale authentique.

Concernant le concours national d'accès aux instituts de formation des cadres des affaires religieuses, le ministre a précisé que les candidats «seront jugés sur leur disposition à la formation des imams et leur maîtrise de la référence religieuse nationale face à la progression des sectes et des associations d'évangélisation qui cherchent à s'implanter en Algérie». M. Aïssa a, par ailleurs, fait savoir qu'une commission s'attellait, en coordination avec les services concernés, au contrôle des livres religieux en prévision du Salon international du livre d'Alger. Il a ajouté que les services d'inspection du ministère contrôlaient «régulièrement et en permanence» les livres dans les mosquées.

T. O.

Durant les premiers huit mois de l'année

Plus de 38 tonnes de résine de cannabis saisies

Par Karima Nacer

Des quantités énormes de drogue en tous genres sont saisies aux frontières terrestres avec le Maroc, grand producteur et consommateur de cette substance. Durant les huit premiers mois de l'année en cours, plus de 38 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), au total, 38 485,9 kg de résine de cannabis ont été saisis durant les huit premiers mois de l'année en cours, dont 31 025,6 kg dans la région ouest du pays, soit 80,62 % de la quantité saisie.

Se référant aux bilans des trois services de lutte contre ce fléau, gendarmerie, Dgns et Douane, la même source indique que la quan-

tité de résine de cannabis saisie a enregistré une baisse de 51,83%, en raison surtout du renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières. Cependant, malgré cette baisse, les quantités saisies restent encore élevées. Ces chiffres renseignent sur la facilité avec laquelle ces drogues sont introduites sur le marché, en dépit de la sécurité renforcée sur les frontières. L'Algérie est devenue un pays où transitent d'énormes quantités de drogue. Selon l'office, 16,6% des quantités saisies ont été enregistrées dans la région Sud, 1,6% dans l'est du pays et 1,05 dans la région Centre.

S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie a atteint 985,7 grammes durant la même période, contre 1 366,3 grammes durant la même période de 2016, en baisse de 27,8%, relève le rapport. La quantité de cocaïne saisie a également enregistré

une très forte baisse de 92,56%, passant de 53 084,6 grammes durant les huit premiers mois de 2016 à 3 951,4 grammes à la même période de 2017. En revanche, le bilan relève une très légère baisse des saisies de psychotropes, passant de 750 831 à 745 996 comprimés, soit une baisse de 0,64% durant cette même période de comparaison, dont 29,12% saisis dans l'ouest du pays.

Les données de l'Onldt révèlent également que 25 735 individus ont été impliqués dans des affaires liées à la drogue, dont 134 étrangers durant la même période, indique le même bilan qui fait également état de 403 personnes en fuite.

Le rapport a relevé que le nombre des personnes impliquées est en hausse de 4,64%, soulignant, par la même occasion, que parmi ces individus impli-

qués, 5 236 sont des trafiquants de résine de cannabis et 2 959 sont des trafiquants de substances psychotropes.

D'autre part, 19 929 affaires ont été traitées par les services de lutte, contre 19 900 affaires durant la même période de 2016, soit une hausse de 0,15%. Sur le total de ces affaires traitées, 4 929 sont liées au trafic illicite de drogue, 14 985 relatives à la détention et à l'usage de drogue et 15 affaires en rapport avec la culture de cannabis.

Plus de 9 600 toxicomanes pris en charge

Durant le 1^{er} semestre de l'année en cours, 9 641 toxicomanes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique, dont 37,82% sont des jeunes, soit

3 646 personnes sont âgés entre 26 et 35 ans.

Selon l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), les tranches d'âge des toxicomanes traités, 3 289 personnes âgées entre 16 et 25 ans, alors que 2 535 toxicomanes ont plus de 35 ans et 171 autres ont moins de 15 ans.

Sur le total de ces toxicomanes pris en charge, 47,45% sont des travailleurs, 43,24% sont sans emploi, alors que 9,31% sont des étudiants, selon la même source.

S'agissant de la situation familiale des toxicomanes ayant bénéficié de cette prise en charge, le rapport révèle que 5 694 sont des célibataires et 3 296 sont mariés.

Parmi le nombre total des bénéficiaires, le rapport fait également ressortir 743 femmes et 8 898 hommes.

K. N.

Projet de loi de finances 2018

Amélioration de certaines données de l'économie nationale

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouia, a fait état de signes d'amélioration de données de l'économie nationale, notamment des exportations des hydrocarbures, outre le recul du taux d'inflation et l'amélioration de la couverture des dépenses de gestion grâce à l'augmentation du recouvrement de la fiscalité ordinaire, mettant en avant les grandes lignes de la politique financière nationale pour la période 2018-2020.



Exposant la situation économique en chiffre jusqu'à août 2017, le ministre a relevé une augmentation du prix du brut algérien avec une moyenne de 50,6 USD/baril, une reprise relative des exportations en hydrocarbures qui a atteint 21,3 milliards USD avec un léger recul des importations de marchandises, passant de 31,7 milliards USD à 30,8 milliards USD en 2017, ce qui a entraîné un ralentissement du déficit de la balance commerciale, passant de 11,4 milliards USD à 7,1 milliards USD à fin août 2017.

Le ministre a évoqué également un recul du taux d'inflation qui s'est établi fin août 2017 à 5,7% contre 6,5% durant la même période de l'année 2016.

Le déficit du trésor a reculé à près de 380 milliards de dinars fin juin 2017 contre 1.769 milliards de dinars durant la même période de l'année 2016, a ajouté M. Raouia, imputant ces chiffres à une augmentation des recettes et un recul des dépenses.

En dépit de ces chiffres, l'économie nationale devra poursuivre le ministre- faire face à plusieurs défis à la lumière de la contraction de la liquidité, l'épuisement de l'épargne publique à compter de février 2017, et un recul des réserves de change en raison de l'effondrement des prix des hydrocarbures sur les marchés internationaux ayant conduit à une réduction des recettes et mettant le Trésor public sous pression.

Pour le ministre des Finances, cette situation nécessite le maintien d'un niveau acceptable de croissance en vue de garantir une prise en charge adéquate de la

demande sociale et la création de suffisamment d'offres d'emploi, toute en garantissant un service public convenable.

Devant ces données et les prévisions de la croissance économique mondiale et les tendances du marché pétrolier, le projet de loi de Finances 2018 a été élaboré sur la base d'un prix référentiel fiscal de 50 USD/baril pour la période 2018-2020, avec un prix de marché de baril brut à 50 USD en 2018 et de 55 USD en 2019 et 2020.

Le taux d'inflation devrait, selon les chiffres fournis par le ministre, s'établir autour de 5,5% en 2018, 4% en 2019 et 3,5% en 2020.

Le taux de croissance économique devrait quant à lui atteindre +4% en 2018, +4,1% en 2019 et 4,8% en 2020.

Le PLF 2018 prévoit une dépense publique de l'ordre de 8.628 milliards de dinars en 2018 en hausse de 21% par rapport à la clôture de 2017 ainsi que 7.562 milliards de dinars en 2019, et de 7.369 milliards de dinars en 2020.

En outre, le PLF 2018 prévoit une augmentation des recettes fiscales d'une moyenne de 10% annuellement pour la période 2018-2020.

Par ailleurs, les recettes des hydrocarbures devraient atteindre 34,4 milliards USD en 2018, 38,3 milliards USD en 2019 et 39,5 milliards USD en 2020, a indiqué le ministre des Finances.

Pour ce qui est des importations de marchandises, elles devraient atteindre, selon le ministre, 43,6 milliards USD en 2018, 41,4 milliards USD en 2019 et 40,9 milliards USD en 2020.

Le taux des réserves en chan-

ge national, 105 milliards USD actuellement, devrait reculer à 85,2 milliards USD en 2018 (équivalent à 18,8 mois de recettes), 79,7 milliards USD en 2019 (18,4 mois de recettes), et 76,2 milliards USD en 2020 (17,7 mois de recettes), a ajouté M. Raouia.

Les crédits de la balance de paiement devraient atteindre pour la période 2018-2020, -11,9 milliards USD en 2018, -5,5 milliards USD en 2019 et -3,5 milliards USD en 2020, a encore indiqué le ministre.

Quant au déficit du trésor public, il connaîtra une tendance baissière en passant de 2.344 milliards de dinars en 2016 à 1.963 milliards de dinars en 2018, pour atteindre 55 milliards de dinars seulement en 2019, ajoutant que ce déficit sera essentiellement couvert par le recours au financement non conventionnel et la valeur excédentaire injectée dans le Fonds de régulation des recettes (FRR).

Les besoins en financement sont estimés, selon M. Raouia, à 570 milliards de dinars en 2017, 1.815 milliards de dinars en 2018 et 580 milliards de dinars en 2019.

Pour l'année 2020, «le Trésor public ne devrait pas recourir à une quelconque forme de financement en raison du faible déficit devant être enregistré».

S'agissant des dépenses de gestion et d'équipement, le PLF prévoit une légère augmentation des dépenses de gestion, tandis que la couverture de ces dépenses, en recettes ordinaires, passera de 73% en 2016 à 86% en 2018, pour atteindre 90% en 2020.

Une augmentation de quelque

60% est prévue en 2018 dans les dépenses d'équipement, et devrait reculer à 31% en 2019, puis à 7% en 2020.

Par ailleurs et concernant les dispositions prévues dans le PLF 2018, le ministre a indiqué qu'un impôt sur la fortune a été institué à travers le réaménagement de l'impôt actuel sur les biens et la proposition d'instituer une retenue à la source de l'ordre de 5% exemptée de taxes, sur les commerçants de tabac avec un relèvement du taux de l'impôt sur la consommation locale du tabac.

Le PLF 2018 prévoit également une proposition en vue de relever la taxe sur les produits pétroliers (TPP) de 5 DA/litre pour l'essence et de 2 DA/litre pour le gasoil, et l'élargissement de l'imposition fiscale sur le surplus de la valeur réalisée y compris sur les habitations principales, à l'exception des habitations collectives qui constituent l'unique propriété.

Le PLF 2018 propose, par ailleurs, la révision de l'impôt sur les véhicules d'entreprises, l'exemption d'impôt pour les ventes de l'orge et du maïs et le relèvement, de 3 à 5%, de la taxe appliquée sur les propriétaires de terres non exploitées et à usage industriel.

Un baril de pétrole entre 70-80 USD écarté

Par ailleurs et en réponse aux préoccupations des députés, membres de la Commission du budget et des finances, M. Raouia a indiqué que l'élaboration du PLF 2018 a été effectuée dans un contexte particulier,

caractérisé sur le plan interne par la poursuite des pressions financières, et sur le plan externe, par la non-stabilité des marchés pétroliers, en dépit de l'accord d'Alger portant réduction de la production et qui a été prolongé jusqu'à mars 2018 pour aboutir à la stabilité des cours du pétrole.

Dans ce contexte, le ministre a écarté, à moyen terme, un prix du baril entre 70 et 80 USD, et ce, en raison d'un retour éventuel du gaz de schiste sur les marchés. Un prix de référence fixé à 50 dollars a ainsi été adopté.

Il a souligné à ce propos que l'excédent en cas d'amélioration des prix sera versé au Fonds de régulation des recettes (FRR).

M. Raouia a, en outre, indiqué que l'Etat n'imposera pas, au titre de ce projet de loi, d'autres impôts aux citoyens, ajoutant qu'il est impossible, en cette conjoncture, de renoncer brusquement à la politique de subvention. Il a précisé qu'un fichier national réservé aux personnes qui ont le plus besoin de ce soutien est en cours d'élaboration. Ce dernier sera prêt dans deux ans et sera appliqué dans une wilaya-pilote avant sa généralisation.

Pour ce qui est du recrutement, M. Raouia a précisé qu'il reste ouvert dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'enseignement supérieur. D'autres entreprises, a-t-il dit, peuvent procéder au recrutement d'un cinquième du total des postes dont elles disposent, et ce, pour remplacer les départs à la retraite et les décès. Et d'ajouter que la Fonction publique emploie plus de 2.2 millions de fonctionnaires et que la modernisation des secteurs " requiert nécessairement une réduction de quelques postes".

Dans le cadre de la modernisation, le ministre a déclaré que la PLF 2018 prévoit l'obligation faite aux commerçants de recourir au commerce électronique, avec une durée d'un an pour la généralisation de ce dispositif, ce qui permettra une augmentation de la liquidité dans les banques et une résorption de la masse monétaire circulant sur le marché parallèle et l'amélioration du recouvrement fiscal.

Concernant les répercussions des prix d'essence sur les secteurs de l'agriculture et de la pêche, ce qui pourrait entraîner, selon certains députés, une inflation, M. Raouia a assuré que le ministère de l'Agriculture prendra en charge le soutien nécessaire aux prix des carburants destinés à ces secteurs.

A rappeler que la séance s'est déroulée sous la présidence du président de la commission du Budget et des finances, Toufik Torche, et en présence du ministre des relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, et de l'ensemble des députés membres de la commission ainsi que de plusieurs cadres du ministère des Finances.

La commission poursuivra, dans le cadre de ses débats sur le PLF 2018, l'audition des ministres, des directeurs d'organismes financiers et d'institutions en rapport avec la loi de Finances, avant de soumettre son rapport au vote des députés.

R. N.

Consommation

Les prix des produits alimentaires augmentent

Jusqu'au mois de septembre dernier, les prix à la consommation en rythme annuel ont évolué de 5,9% selon l'Office national des statistiques (ONS), en augmentation de 1,1 par rapport au mois d'août. La hausse a concerné notamment les produits alimentaires.



Par S. A. Mohamed

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel en septembre 2017 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant d'octobre 2016 à septembre 2017 par rapport à la période allant d'octobre 2015 à septembre 2016. Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation en septembre, qui est l'indice des prix du mois de septembre par rapport à août 2017, elle a augmenté de 1,1%. En termes de variation

mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une hausse de 2% induite essentiellement par l'augmentation des prix des produits agricoles frais. En effet, les prix des produits agricoles frais ont bondi de 4%, tirés essentiellement par la hausse des prix des fruits (+35,1%) et des légumes (+11%) dont la pomme de terre (+3,6%). Par contre, des baisses ont été enregistrées pour la viande de poulet (-9,6%) et les oeufs (-5,5%). Concernant les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires), ils ont connu une relative

stagnation. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,5% et ceux des services de 0,1%. Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement et des chaussures ont haussé de 1,3% et ceux de la santé hygiène corporelle de 1,4%. En revanche, le groupe logements-charges a marqué une baisse de 0,3%, tandis que le reste des autres catégories de produits s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations précises l'ONS. Pour rappel, la loi de finances 2017 prévoit une inflation de 4%. Selon les prévisions faites par le ministère

des Finances, le taux d'inflation devrait s'établir autour de 5,5% en 2018, de 4% en 2019 et de 3,5% en 2020. En juillet dernier, l'évolution des prix a été de 6,1% selon toujours l'ONS. Les produits alimentaires avaient alors affiché une baisse de 3,3%, induite particulièrement par la chute des prix des produits agricoles frais. Ces derniers se sont distingués par une décroissance de 7,4%, traduisant une baisse des prix de certains produits, notamment des fruits (-47,8%) et de la pomme de terre (-10,9%). Cependant, des hausses ont été enregistrées, essentiellement pour la viande blanche (+4,0%) et les légumes (+5,7%). Les prix des produits alimentaires industriels enregistrent une hausse de 0,8%. Les prix des produits manufacturés évoluaient de +0,2%. Ceux des services accusaient une stagnation. Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement-chaussures enregistraient alors une hausse mensuelle de 0,2%, ceux des meubles et articles d'ameublement, +0,1% et ceux du groupe divers, +0,6%. Le reste s'était caractérisé par des stagnations. L'on constate donc à travers les chiffres de l'ONS que les prix ont globalement augmenté sous l'effet probablement de l'annonce de certaines augmentations prévues dans la loi de finances pour 2018. **S.A.M.**

Prix du pétrole Le Brent ouvre la semaine à plus de 57 dollars

■ Les prix du pétrole reculaient légèrement lundi en cours d'échanges européens alors que le dollar remontait dans un marché toujours très attentif aux risques géopolitiques ainsi qu'à l'Opep.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 57,59 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 16 cents par rapport à la clôture de vendredi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait un cent à 51,85 dollars.

Après avoir nettement reculé jeudi et avoir entamé la séance de vendredi en baisse avant de remonter, les prix s'inscrivaient à nouveau en retrait lundi dans un marché très hésitant face au risque international.

«La force du dollar pénalise toutes les matières premières, mais les tensions au Moyen-Orient permettent au pétrole de s'en sortir», a résumé un analyste.

La force du dollar pénalise le pouvoir d'achat des investisseurs qui utilisent d'autres devises pour payer des barils dont le prix est fixé en monnaie américaine.

L'Iran attend en effet la décision du Congrès américain, qui doit décider de rétablir ou non certaines des sanctions qui empêchaient le pays d'exporter son pétrole avant l'accord sur le nucléaire.

Le Président Donald Trump a refusé de certifier que l'Iran respectait cet accord.

En Irak, si le déploiement des forces irakiennes dans la région de Kirkouk revendiquées par les kurdes indépendantistes n'a pas donné lieu à des affrontements soutenus, la production pourrait être perturbée.

«Quant au Venezuela, il est bon de rappeler que le pays n'a produit que 1,9 million de barils par jour en septembre, soit une baisse de 45.000 barils par jour par rapport au mois précédent», a souligné la même source.

Quant à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui devrait discuter de l'avenir de son accord de limitation de production avec ses partenaires fin novembre à Vienne, «tous les commentaires de l'Organisation et des ministres de ses membres profitent plutôt aux prix», ont commenté des analystes.

Bilal L.

Selon le ministre de tutelle

80% des agriculteurs ne peuvent pas accéder au financement bancaire

Une grande partie des petits exploitants et d'éleveurs, estimée à près de 80% des agriculteurs n'ont pas les conditions et garanties d'accès au financement bancaires, notamment celles liées à l'assurance agricole, a indiqué, hier à Alger, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghi.

Intervenant lors d'un séminaire international consacré à l'assurance agricole, organisé par la Caisse nationale de mutualité agricole (Cnma), M. Bouazghi a estimé que «le niveau d'activité de ces agriculteurs restait proportionnel à leur capacité d'autofinancement ce qui les excluent de la dynamique de modernisation du secteur», ajoutant qu'à titre d'exemple, 17 000 céréaliculteurs seulement accèdent au crédit de campagne sur les 600 000 céréaliculteurs activant en Algérie.

Dans ce sens, le ministre a expliqué «la dynamique forte qu'exige aujourd'hui la modernisation du secteur devra être appuyée par l'association de l'assurance agricole, outil indispensable d'accompagnement du programme de développement du secteur».

Toutefois, le marché des assurances agricoles en Algérie est «très peu développé» même si ce segment a enregistré durant les trois dernières années une «évolution sensible». L'évolution des cotisations émises des assurances a connu une nette progression passant de 5,750 milliards de dinars (mds da) en 2010 à 12,711 mds da en 2016, soit une progression de l'ordre de 122% tandis que le montant de sinistres déclarés a passé de 3 mds da en 2010 à près de 7 mds da en 2016, soit une hausse de 130% pour celui des sinistres payés aux sociétaires et usagers assurés.

«Pourtant ces données chiffrées du portefeuille liées aux assurances agricoles et piscicoles sont loin de couvrir les risques encourus par les biens et les personnes des agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs eut égard aux potentialités existantes», note le ministre.

Il a appelé, dans ce cadre, à moderniser les assurances agricoles par l'introduction de nouveaux produits adaptés aux conditions climatiques du pays, notamment la sécheresse récurrente et aux nouvelles réalités socio-éco-

nomiques des agriculteurs.

La police d'assurance devra être conçue pour englober une large gamme de dommages, car les pertes engendrées seront considérées comme un manque à gagner par rapport aux résultats que l'agriculteur aurait pu réaliser dans les conditions normales, a insisté le ministre plaidant «une adaptation plus poussée aux besoins spécifiques et particuliers des agriculteurs». Il a souligné, par ailleurs, que la Cnma est confrontée aujourd'hui aux transformations que connaît son environnement à la suite de l'ouverture du marché des assurances à la concurrence, d'une part, ainsi que le ralentissement de la conjoncture économique globale du pays, d'autre part.

Mais en dépit de ces mutations, la Cnma se situe à la troisième place pour les assurances dommages globales et reste le leader des assurances agricoles avec 43% du total du marché.

En outre, la progression du portefeuille global de la Cnma au 30 juin 2017 a été de +2% sur un an, alors que le marché global des assurances a été en régression de -8,6%.

Le ministre a recommandé un «effort de communication» en direction des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs afin de les informer sur les produits d'assurances, qui visent la protection de leurs biens et de leurs personnes dans l'exercice de leurs métiers.

De son côté, le directeur général de la Cnma, Chérif Benhabiles, a précisé que 16% seulement des agriculteurs sont assurés, même si ce taux est nettement mieux comparativement aux 4% enregistré en 2010.

M. Benhabiles explique ce taux «très faible» par le manque de culture d'assurance dans la société algérienne, appelant les compagnies à mieux communiquer et offrir des produits «innovants», notamment en incluant tout type de catastrophe naturelle.

Selon lui, les assurances agricoles ont besoin de l'intervention de l'Etat, en encourageant en amont ce segment financier au lieu de dépenser des sommes colossales après chaque catastrophe pour aider les agriculteurs.

«On doit sortir de la logique des subventions et adopter une

logique économique viable qui permettra aux agriculteurs d'investir davantage et d'étendre leurs activités. L'assurance agricole, notamment face aux risques climatiques va constituer un instrument très important pour sécuriser l'investissement agricole et le revenu», a-t-il déclaré. Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa), Mohamed Alioui, a souligné, quant à lui, la nécessité d'adopter une nouvelle approche avec un rôle plus important de l'Etat dans le système des assurances agricoles pour protéger davantage les petits exploitants.

Par ailleurs, le président de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), M. Boualem Djebbar, a indiqué que les services de la finance islamique qui devraient être lancés au niveau des banques publiques à partir de la fin 2017, comprendront des produits financiers dédiés aux agriculteurs.

Selon les chiffres avancées par M. Djebbar, les agricultures bénéficient annuellement de 15 à 20 mds DA de crédit saisonnier et de 40 mds DA de crédits destinés à l'investissement. **Bilal L.**

Conflit du Sahara occidental

Kohler appelé à accélérer la reprise des négociations Maroc-Front Polisario

La 42^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) a appelé dimanche, au terme de ses travaux de deux jours, l'Envoyé personnel du SG de l'ONU, Horst Kohler, à accélérer le processus pour la reprise des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario, saluant, à cet effet, son déplacement dans la région.



Horst Kohler a été nommé le 16 août dernier en qualité d'Envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental. Il a visité depuis dimanche dernier le Maroc, les camps des réfugiés sahraouis et l'Algérie avant de se rendre en Mauritanie, dans le cadre d'une visite pour relancer les négociations entre les deux parties en conflit (le Maroc et le Front Polisario), après cinq années de gel, dû aux blocages par le Maroc.

Par ailleurs, la conférence a rappelé que le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui «doit demeurer la centralité abso-

lue des résolutions onusiennes», déplorant, à ce titre, «l'inaction de l'Assemblée générale de l'ONU et du Conseil de sécurité».

«Nous dénonçons également l'incohérence de la communauté internationale qui continue de considérer le Maroc comme un interlocuteur «acceptable» alors qu'il s'agit de l'occupant», a indiqué le texte final, adopté à l'issue des travaux tenus samedi et dimanche à Vitry-sur-Seine (sud de Paris), relevant que cette «contradiction inacceptable doit être constamment rappelée à nos interlocuteurs politiques».

A cet effet, la conférence préconise d'organiser la préparation d'une nouvelle offensive vers la

IV^e Commission de l'ONU et de préparer des dossiers qui seront défendus par des Etats membres de celle-ci en vue d'étendre et amplifier les responsabilités du Secrétaire général en matière d'éducation, de culture et de défense des droits des Sahraouis. En outre, la conférence a considéré qu'en Europe, de nouvelles opportunités de plaider apparaissent dans la mesure où le nouveau SG des Nations unies et son Envoyé spécial sont, tous deux, Européens.

C'est dans ce sens, qu'elle s'engage à interpeller la Commission européenne et le Conseil européen afin qu'ils clarifient la manière dont ils vont

mettre en oeuvre l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (Cjue) du 21 décembre 2016, dénonçant toute tentative de la part de l'UE de passer outre ou de contourner l'arrêt de la Cour, des tentatives visant la poursuite du pillage des ressources du territoire du Sahara occidental occupé. Les participants ont appelé, dans un cadre plus globale, l'Union européenne à se positionner en tant que partenaire sérieux de l'Union africaine et de l'ONU pour solutionner, dans le cadre du droit international, «un conflit qui n'a que trop duré». La 43^e Eucoco aura lieu en novembre 2018 à Madrid, a-t-on annoncé. **Bilal L.**

Violences commises par le Maroc sur les prisonniers
L'avocate des militants sahraouis, Ingrid Metton, dénonce

L'avocate des militants pacifistes pour l'indépendance du Sahara occidental, Ingrid Metton, a dénoncé, dimanche à Paris, le traitement inhumain, la torture et la violence réservés par l'occupant marocain aux prisonniers politiques sahraouis, regrettant une transgression des droits de l'homme et une atteinte à la dignité humaine.

Lors de son intervention à la Conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui (Eucoco) à Vitry-sur-Seine (France), l'avocate a énuméré les sévices «subis par les détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines».

«Tous les prisonniers ont subi des exactions : ongles arrachés, suspensions par les poignets, brulures sur le corps, insultes, injures, menaces, mais aussi des violences sexuelles», s'est-elle indignée.

Dans ce sens, Mme Metton a tenu à rappeler que «si le Sahara occidental est un territoire occupé, toute violence contre son peuple constitue une violation des conventions de Genève».

Le Maroc qui occupe depuis 1975 le Sahara occidental, poursuit-elle, «empêche par tous les moyens le peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination et empêche la mise en oeuvre effective des principes et résolutions pris par l'ONU».

En sa qualité d'avocate des militants sahraouis plaidant pour la défense des prisonniers politique du groupe Gdeim Izik, Mme Ingrid Metton, a révélé qu'elle-même a été victime de cette politique répressive dans l'exercice de ses fonctions et s'est vu expulsée de la Cour d'appel à Rabat au mois de mai dernier, lors du procès.

H. M.

Large élan de solidarité en faveur de la cause sahraouie

La 42^{ème} édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) qui a pris fin dimanche, après deux jours de travaux à Vitry-sur-Seine au sud de la capitale française, a vu un large élan de solidarité exprimé par les participants au peuple sahraoui dans sa lutte pour son autodétermination et l'indépendance.

Outre l'Algérie, représentée à cette conférence par une forte délégation parlementaire, et connue pour sa position immuable en faveur du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, plus de 300 personnes venues des quatre continents tels que l'Italie,

l'Espagne, l'Afrique du Sud, la Suède, la Mauritanie, le Venezuela et d'autres, ont participé à ce grand événement de solidarité sous le slogan «Autodétermination, droit inaliénable».

Lors de ces travaux, la conseillère auprès de l'ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en France, Gabriela Jaramillo, a réitéré le soutien de son pays pour la lutte du peuple sahraoui et a souligné «les bonnes relations entre la République arabe sahraouie démocratique (Rasd) et le Venezuela».

Pour sa part, le président de l'Union des forces de progrès en Mauritanie, Mohamed Ould

Mouloud, a soutenu que la cause sahraouie a fait des progrès significatifs au niveau international. «Nous sommes ici pour confirmer la force des relations géographiques et historiques entre les deux pays ainsi pour renouveler le soutien de notre parti à la lutte du peuple sahraoui», appelant les Etats et les forces démocratiques à soutenir le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la liberté.

Le Maire de la commune française de Gonfreville l'Orcher, Albane Bruneau, a, de son côté, affirmé le soutien de sa municipalité à la lutte du peuple sahraoui, regrettant l'absence des médias français et la pratique de la black-

out médiatique sur la question du Sahara occidental. Il a également souligné qu'«il est très important d'organiser cet événement en France pour la mettre officiellement devant ses responsabilités».

Egalement, le député italien Romanini Giuseppe, a appelé le Maroc en sa qualité de pays occupant, au respect de l'Arrêt de la Cour de justice européenne, pour mettre fin au pillage des ressources naturelles du Sahara occidental, soulignant la nécessité d'informer l'opinion publique italienne sur les violations des droits de l'homme au Sahara occidental occupé par le Maroc, en raison du blackout médiatique.

Les travaux de la 42^{ème} édition

l'Eucoco ont débuté samedi à Vitry sur Seine et plusieurs thématiques ont été abordées durant les deux jours de travaux à travers des ateliers et groupes de travail, qui ont porté notamment sur la situation politique, les droits de l'homme et les ressources naturelles. Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligibles à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

R. I.

Destiné aux jeunes porteurs de projets

Lancement en novembre prochain d'un réseau de partenariat global

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, a annoncé dimanche, depuis Laghouat, le lancement en novembre prochain d'un réseau de partenariat global en direction des jeunes porteurs de projets.



Ce réseau à mettre en place par des partenaires, dont les entreprises et associations, prévoit le lancement, concomitamment avec la semaine mondiale de l'entrepreneuriat, de sept caravanes devant sillonner le territoire national dans le but d'encourager et de promouvoir les initiatives de jeunes, a indiqué le ministre, lors d'une réception en l'honneur des équipes et cadres du secteur, organisée à la Maison de la culture de Laghouat.

«Ce réseau s'inscrit également au titre de l'information, de l'orientation, de la formation et de l'accompagnement des porteurs de projets, en coordination avec les différents intervenants», a-t-il ajouté.

«La catégorie jeune fait partie des priorités du plan d'action du gouvernement visant la mobilisation des

potentialités des jeunes et leur contribution au processus du développement national», a souligné le ministre, ajoutant que ce plan vise «l'amélioration des prestations au niveau des structures et espaces exploités dans le cadre des activités de jeunes».

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a appelé les jeunes à prendre part «massivement» et par «conviction de choix» à la prochaine consultation électorale, car, a-t-il expliqué, cette échéance cible en premier lieu les jeunes qui auront à s'exprimer sur «leur avenir et l'avenir du pays».

S'agissant de la situation du secteur dans la wilaya de Laghouat, M. Ould Ali a fait état de l'octroi au bénéfice de la wilaya, au titre du dernier programme quinquennal de développement, d'une enveloppe globale de 7,9 milliards de DA pour la réalisation de

330 opérations. Il a, par la même occasion, remis des titres d'attribution de subventions aux équipes et clubs vainqueurs dans différentes compétitions, au titre des deux dernières saisons sportives, ainsi qu'à des cadres du secteur, avant de suivre des activités artistiques et expositions sportives animées par des petites catégories sportives activant au niveau des Maisons de jeunes de la wilaya.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a, lors de la seconde journée de sa visite de travail dans la wilaya de Laghouat, procédé à l'inauguration d'une piscine de proximité et d'une salle omnisports dans la commune de Bennacer Benchohra, réalisés pour un montant global de 77 millions de DA.

Il a également donné, au niveau de l'esplanade de la

Maison de la culture de Laghouat, le coup d'envoi de la 5^{ème} étape (Laghouat-Djelfa) du Tour d'Algérie cycliste (TAC-2017), édition des Oasis.

Dans la commune du chef-lieu de wilaya, le ministre a inspecté le chantier de la piscine semi-olympique localisé au niveau de la cité Seddikia, livrable en décembre prochain, avant de s'enquérir, au quartier Maâmoura, de la situation de la piscine Ahmed Bensalem où il a promis d'étudier la possibilité de lever le gel sur le projet de réhabilitation de cette installation sportive.

M. Ould Ali a inspecté, dans la même commune, le chantier de la piscine semi-olympique, sise au quartier El Gouatine, dont les travaux tirent à leur fin, avant d'inaugurer une médiathèque, au terme sa visite dans la wilaya.

O. M.

Médéa

Campagne d'information sur la réduction du sucre et du sel dans l'alimentation

■ Une campagne d'information et de sensibilisation sur la réduction de la consommation de sucre et de sel dans l'alimentation a été lancée dimanche par la direction du commerce de la wilaya de Médéa, en collaboration avec la Chambre de commerce et de l'industrie du Titteri.

Ciblant les consommateurs en premier lieu, cette campagne d'information, qui s'étalera jusqu'au 26 du mois courant, vise à inciter les citoyens à réduire leur consommation de sucre et de sel, en optant pour des comportements, à la fois sains et économiques, susceptibles de protéger leur santé et préserver leur budget, a-t-on indiqué auprès des organisateurs. Les consommateurs auront l'occasion de découvrir, à la faveur des rencontres de proximité programmées dans le cadre de cette campagne, les effets induits par l'excès de consommation de sucre et de sel, sous forme de boissons, aliments ou produits dérivés, sur le plan sanitaire, mais également financier, a-t-on fait savoir. Les animateurs de cette campagne vont tenter, durant cinq jours, de faire prendre conscience aux consommateurs des méfaits d'une consommation ou utilisation immodérée de sucre et de sel, en focalisant sur les risques sanitaires engendrés par cet excès, tels que le diabète, l'hypertension ou la fragilité des os.

Emmener le citoyen à consommer avec modération est l'objectif principal de cette campagne d'information et de sensibilisation, à laquelle est associée la direction de la santé, la fédération de protection du consommateur, ainsi que les directions de l'éducation, la formation professionnelle et le secteur de l'enseignement supérieur.

Outre les rencontres destinées au grand public, des actions de proximité seront menées au profit des élèves, des stagiaires des structures de formation et des étudiants, en vue de garantir un plus grand impact à cette campagne.

K. L.

Plus de 1 200 tonnes de déchets ménagers et solides collectées

■ Plus de 1 200 tonnes de déchets ménagers et solides ont été collectées lors d'une opération de nettoyage organisée samedi à travers plusieurs quartiers de la ville de Médéa et sa périphérie, a-t-on appris dimanche auprès des services de la daïra.

Une douzaine de quartiers à forte densité de population ont été ciblés par cette opération de nettoyage, qui boucle son deuxième mois, parmi lesquels les quartiers Merdj Chkir, Beziouche, Takhabit, Bouziane, Ras Beida, Dekhla et Kouala ainsi que divers lotissements sociaux éparpillés à travers la périphérie nord de la ville de Médéa, a-t-on précisé de même source. Une centaine d'agents communaux ainsi que des dizaines de volontaires issus d'associations et clubs verts locaux ont pris part à cette opération de nettoyage qui a nécessité la mobilisation également d'une trentaine d'engins et de camions affectés par différents organismes publics, a-t-on ajouté.

Dans le but de lutter contre la prolifération de rongeurs et des moustiques, une opération de nettoyage des vidésanitaires a été menée parallèlement à cette campagne de collecte de déchets ménagers, qui a touché pas moins de 34 immeubles, situés dans le quartier Merdj Chkir, sur les hauteurs de Médéa, a-t-on signalé.

Bilal L.

Béchar

Des chercheurs et experts nationaux animent un atelier «Cancer et recherche»

Une soixantaine d'éminents chercheurs et experts nationaux animent depuis dimanche à Taghit les travaux d'un atelier «Cancer et recherche», initié par l'Agence nationale thématique de recherche en science de la santé (Atrss), en partenariat avec l'université Tahri Mohamed de Béchar.

Cette rencontre scientifique, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du programme national de recherche en santé, dont l'Atrss est le pilote national, et du plan national cancer 2015-2019, vise essentiellement à faire un état des lieux et de débattre des priorités nationales à court, moyen et long termes en ce qui concerne la recherche cancérologique et des moyens qui lui seront dédiés, a indiqué le directeur général de cette agence.

«Le Président de la République a déclaré le cancer problème majeur de santé publique et a érigé la lutte contre le cancer en priorité nationale et chantier présidentiel à un niveau de mobilisation sans précédent, d'où la tenue de cette rencontre à Taghit (97 km au sud de Béchar)», a expliqué le professeur Nabil Aouffen.

Plusieurs thèmes liés à la recherche en cancérologie au titre du «Plan national cancer 2015-2019», au réseau des registres régionaux du cancer comme outil d'aide à la décision pour le plan national précité, à l'état des lieux de la recherche sur les facteurs de risque des cancers, aux facteurs du risque du cancer du sein et autres sujets concernant la mise en oeuvre des moyens au développement de la recherche cancérologique et les moyens médicaux à mettre

en place pour la prise en charge des malades atteints par le cancer, sont au menu des travaux de cet atelier organisé avec la contribution du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

En marge de cette rencontre soutenues aussi par plusieurs laboratoires pharmaceutiques de renommée mondiale, des Portes ouvertes sur les activités de l'Atrss sont prévues mercredi prochain à l'université Tahri-Mohamed, où le public pourra prendre amplement connaissance des missions dévolues à cette agence nationale, de même que des projets de recherches du ministère de l'Enseignement supérieur, dont ceux ayant trait à la prévention et à la prise en charge des différents types de cancers.

K. L.



Ghardaia

L'enseignement de Tamazight enregistre un progrès "remarquable"

L'enseignement de la langue amazighe a enregistré un progrès "remarquable" à Ghardaia depuis l'introduction de cette matière dans le cursus scolaire, ont estimé dimanche des responsables d'associations de parents d'élèves amazighophones.



Les entreprises menées par les responsables du secteur de l'éducation, et réfléchies en partenariat avec les associations de parents d'élèves, ont permis à la langue amazighe de surmonter moult problèmes pour sa généralisation graduelle dans les établissements scolaires publics de la wilaya, a indiqué à l'APS Baba Addoune Nasreddine, responsable de la Fédération des associations de parents d'élèves amazighophones.

La langue amazighe, corpus linguistique millénaire, partie intégrante du patrimoine culturel national, doit être "obligatoire" et généralisée dans le secteur de l'enseignement avec une mise en place d'une stratégie visant son épanouissement, a indiqué M. Baba Addoune. Ceci, au moment où

certaines locuteurs pensent que l'intégration de la langue amazighe dans l'enseignement évolue lentement et reste aléatoire, précisant que de nombreux enseignants des autres matières estiment que les cours de tamazight perturbent leur planning. "Ils sont de trop et ne servent à rien", disent-ils.

Des mesures jugées importantes ont été prises par le ministère de l'Education nationale pour la généralisation de l'enseignement de Tamazight dans toutes les écoles algériennes, a indiqué le directeur de l'Education de la wilaya de Ghardaia, Amar Tebani.

La promotion de Tamazight dans le système éducatif se fait selon une approche participative avec l'ensemble des partenaires afin d'assurer la généralisation et l'amélioration qualitative de l'enseignement de cette

langue que la constitution a consacrée comme langue officielle, a-t-il ajouté.

Tous les moyens ont été mobilisés dans cette wilaya pour l'enseignement et la promotion de cette langue, a fait savoir M. Tebani, soulignant que plus d'une cinquantaine de classes dispensent actuellement des cours de Tamazight à Ghardaia, Berriane, et Guerrara, à la demande des élèves.

L'enseignement de Tamazight reste aléatoire et à la demande

L'enseignement de la langue amazighe reste aléatoire et à la demande, avec notamment sa présence uniquement dans le primaire et le moyen, font savoir les services

de l'éducation précisant que pour cette année (2017/2018), Tamazight est dispensée pour la première fois dans les collèges (CEM).

Pour l'année scolaire courante, 12 nouvelles classes dans le primaire et 06 dans le moyen ont été ouvertes pour dispenser la langue maternelle des amazighophones avec le recrutement d'enseignants spécialisés en Tamazight, selon les services de la direction de l'éducation.

Côté manuel scolaire, les responsables de la distribution et vente des livres scolaires ont assuré de la disponibilité des livres de Tamazight dans la wilaya de Ghardaia.

Pour de nombreux observateurs, le renforcement de Tamazight dans l'éducation et sa promotion passent par son enseignement obligatoire dans le cycle primaire, d'autant plus que cette langue est devenue constitutionnellement officielle en février 2016, ainsi que par l'ouverture des cours pour adultes.

Afin de surmonter les obstacles relatifs à l'enseignement de la langue Amazighe, une étude sur l'état de l'enseignement de cette langue et les perspectives de son amélioration s'avère incontournable pour orienter les choix préalables à toute décision visant à remédier à cet état de fait, estiment des locuteurs à Ghardaia.

O. N.

Relizane

Relogement de 68 familles

■ Pas moins de 68 familles résidant dans le vieux bâti dans la commune de Bendaoud (wilaya de Relizane) ont été relogées, dimanche, dans de nouveaux logements sociaux, a-t-on constaté.

Ces familles, qui résidaient dans des habitations précaires à hai "Miloud Ameer Ahmed", ont été relogées dans les nouveaux logements au groupement "Sid El Hadj" situé dans la même commune. L'opération de relogement s'est déroulée en présence des autorités de wilaya, dans une ambiance de joie des bénéficiaires qui ont longtemps attendu cette aubaine intervenant avant la saison hivernale.

Les autorités locales ont mobilisé tous les moyens nécessaires pour assurer le déménagement des familles dans de bonnes conditions.

La wali de Relizane, Nacera Brahimi a annoncé, auparavant, l'attribution de 4.000 logements publics locatifs avant la fin de l'année en cours.

La wilaya de Relizane a bénéficié d'un programme de plus de 76.000 logements de différents programmes au titre des quinquennats (2010-2014) et (2015-2019), selon la direction de l'habitat, indiquant que 55.000 logements ont été réalisés et 20.000 sont en cours.

Bilal L.

Khenchela

Distribution début novembre de plus de 650 logements AADL

■ Plus de 650 logements location-vente de l'Agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL) seront distribués début novembre prochain, a indiqué dimanche le wali Kamel Nouicer.

La distribution de ces logements s'effectuera parallèlement à la remise des clés de logements publics locatifs (LPL) dont les attributaires ont déjà obtenu des arrêtés de prés affectation, a précisé le responsable de la wilaya dans son intervention sur les ondes de radio Khenchela à l'occasion de la journée nationale de la presse.

Le même responsable a déclaré que le travail est mené pour arrêter la liste des bénéficiaires de 1.903 logements LPL dans la commune de Kaïs qui sera affichée "dans les prochains jours".

Le wali a assuré aux citoyens de cette commune que ces logements iront à ceux qui les méritent annonçant la mise en chantier prochaine dans la même commune d'un nouveau quota de 400 logements LPL.

R. N.

Aéroport international "Ahmed Benbella" (Oran)

Dégel d'un crédit pour la réalisation d'un parc à avions

Le wali d'Oran, Mouloud Cherifi, a annoncé mardi le dégel d'un crédit de 800 millions DA pour la réalisation d'un parc à avions à l'aéroport international "Ahmed Benbella" d'Oran.

Il s'agit de la libération d'un crédit de 800 millions DA pour la réalisation de ce parc, parallèlement à la réalisation en cours du projet d'une nouvelle aérogare, a-t-il souligné à l'occasion de la Journée nationale du journaliste, en présence des autorités civiles et militaires.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a également fait part de la libération de crédits

pour la gestion des structures sportives, notamment le complexe sportif de 40.000 places sis à Belgaid (Bir el Djir) qui devra abriter l'essentiel des activités sportives des Jeux méditerranéens 2021 et le village méditerranéen, lieu d'hébergement des athlètes, en cours de réalisation.

Le wali a rappelé en outre la mise sur pied d'un comité citoyen dédié à l'environnement. Un organe consultatif et force de propositions devant contribuer à l'aménagement de la ville et de donner plus de cohérence à son urbanisme, en prévision de ce grand rendez-vous sportif internatio-

nal.

Ce comité citoyen est composé d'ingénieurs, d'experts, d'architectes, de représentants de bureaux d'études, d'artistes et de personnalités connues dont des journalistes.

A ce propos, le responsable de la wilaya a souligné l'élargissement de ce comité à l'université, rappelant la convention signée avec l'université Oran 2 pour former des cadres, notamment en anglais et autres jeunes qui travailleront à titre bénévole lors des Jeux méditerranéens 2021.

R. M.

Renouveau rural Ouargla

Plusieurs projets pour améliorer le cadre de vie de la population rurale

Plusieurs opérations de développement, pour un volume de 1,08 milliard DA, ont été réalisées ces dernières années à travers différentes régions de la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris dimanche de la conservation locale des forêts de la wilaya.

Financées sur les fonds de protection des régions sahariennes et de développement rural au titre de l'actuel programme quinquennal de développement, ces opérations s'assignent entre-autres objectifs l'amélioration

des conditions de vie de la population rurale, leur fixation dans leur région d'origine et le soutien de l'économie locale, a précisé le conservateur des forêts, Harkat Debebniya.

Ces efforts de promotion de la vie rurale a permis la plantation de 1.272 hectares de différentes espèces d'arbres fruitiers, notamment l'oléiculture, la réalisation de 81 km de canalisations d'irrigation et de 24 km de drains, ainsi que le curage et l'entretien de 3,5 km de drains à travers différentes zones de la wilaya. Il est relevé aussi l'ouverture de

152 km de pistes agricoles, auxquelles s'ajoutent 100 autres km dont vient de bénéficier la wilaya, pour contribuer au désenclavement des zones éloignées et éparses.

Le programme de la conservation des forêts a permis également la réalisation de 77 puits pastoraux et l'équipement de plusieurs puits en kits solaires, en coordination avec des associations versées dans l'agriculture et l'élevage.

La gestion et la préservation de ces puits, implantés à travers les zones de Hassi El-

Gara, Hassi El-Gassi, Gassi-Touil, N'goussa, Kef Djelb, Rouissat, El-Borma et Hassi-Messaoud, a été confiée aux associations professionnelles activant dans les domaines agricoles et d'élevage.

Selon M. Debebniya, l'opération a permis de redynamiser les zones pastorales, grâce à la mobilisation de l'eau potable pour les citoyens des localités et hameaux disséminés à travers ces régions, réputées dans l'élevage camelin.

Y. L.

Syrie

116 personnes tuées par les terroristes de Daech

Au moins 116 civils ont été tués par les terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans une ville du centre de la Syrie, avant d'en être chassé samedi par l'armée syrienne, a rapporté lundi, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).



« **D**urant les 20 jours où il a contrôlé al-Qaryatayne, l'EI a tué au moins 116 civils en représailles », a indiqué Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Osdh.

«Après la reprise de cette ville située dans la province de Homs, les habitants ont trouvé des cadavres dans les rues, les maisons et dans d'autres endroits», a-t-il précisé, ajoutant que «certains ont été tués à l'arme blanche, d'autres par balle».

Selon les médias, les forces gouvernementales syriennes ont reconquis la ville samedi, poussant «retrait de plus de 200 terroristes de l'EI, en direction de la Badiya», le grand désert du centre du pays.

Cible de multiples offensives, l'EI subit depuis des mois revers après revers en Syrie et

en Irak voisin.

En outre, il vient d'être chassé par une alliance de combattants kurdes et arabes de Raqa en Syrie et voit ainsi s'écrouler son prétendu "califat" proclamé sur les régions conquises en 2014, à cheval entre les deux pays.

Des combats se poursuivent en Syrie dans la province de Deir Ezzor (est), coupée en deux par le fleuve Euphrate et frontalière de l'Irak, où l'organisation terroriste est confrontée à deux offensives distinctes.

Sur le plan politique, le ministre kazakh des Affaires étrangères, Kairat Abdrakhmanov, n'a pas écarté la participation de nouvelles délégations au 7^e round des pourparlers de paix d'Astana sur la Syrie, prévu à la fin de ce mois, a rapporté lundi l'agence syrienne (SANA).

De nouvelles délégations

pourraient participer au 7^e round des pourparlers de paix d'Astana sur la Syrie. Tout dépend de l'ampleur de la coordination entre les pays garants (Russie et l'Irak et la Turquie), a annoncé M. Abdrakhmanov.

Le ministre kazakh a fait savoir que les invitations avaient été adressées aux participants à la prochaine réunion d'Astana.

Une nouvelle séance - septième round - de pourparlers de paix pour la Syrie à Astana est prévue les 30 et 31 octobre à Astana pour discuter notamment du sort des otages et prisonniers, le transfert des corps des morts et la recherche des disparus. Les parties présentes comptent aussi évoquer les questions liées au terrorisme et "adopter une déclaration commune" concernant le déminage.

Ces négociations parrainées par la Russie, l'Irak et la Turquie ont abouti surtout à la mise en place de "zones de désescalade" dans plusieurs régions de Syrie (Idleb nord-ouest), Homs (centre), la Ghouta orientale, près de Damas, ainsi que dans le sud du pays.

Lors de la dernière rencontre mi-septembre, la Russie et la Turquie avaient annoncé un accord pour déployer ensemble des forces de maintien de l'ordre dans l'une de ces zones, à Idleb.

Le processus de paix d'Astana se concentre sur les questions militaires et techniques et se déroule en parallèle à celui, politique, de Genève. Il vise à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 330 000 morts et des millions de déplacés et réfugiés en six ans. **R. N.**

Pour coordonner leur combat contre Daech

L'Irak et l'Arabie forment un Conseil de coopération

Le roi Salman d'Arabie saoudite et le Premier ministre irakien Haïdar al Abadi ont donné naissance dimanche à Ryad à un Conseil de coopération bilatéral pour coordonner leur combat contre les djihadistes de l'Etat islamique et la reconstruction des zones reprises au mouvement.

La séance inaugurale de ce nouvel organe censé rapprocher Riyad et Baghdad après des décennies de tensions s'est déroulée en présence du secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson.

«Le Conseil de coordination ne permettra pas seulement une coopération plus étroite dans la lutte contre Daech, mais participera aussi à la réhabilitation des installations et des infrastructures des zones libérées», a-t-il déclaré à la presse.

«Le Conseil contribuera par ailleurs à

la mise en oeuvre de réformes qui vont alimenter et diversifier le secteur privé. Ces réformes vont stimuler l'investissement étranger qui est vital pour la reconstruction de l'Irak. Ce sera essentiel pour consolider la paix obtenue au prix de dures batailles militaires», a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Le Conseil de coopération créé avec l'appui de Washington a également pour but de contenir l'influence grandissante de l'Irak, qui entretient des relations étroites avec l'Irak.

Le secrétaire d'Etat américain a estimé qu'il était temps désormais que les milices chiïtes et leurs conseillers iraniens, qui ont aidé les troupes irakiennes à vaincre le groupe Etat islamique, rentrent chez eux.

"Maintenant que la lutte contre l'Etat islamique touche à sa fin, les milices iraniennes

qui sont en Irak doivent rentrer chez elles. Les combattants étrangers qui sont en Irak doivent rentrer chez eux et permettre aux Irakiens de reprendre le contrôle", a déclaré Rex Tillerson lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef de la diplomatie saoudienne, Adel Djoubéir.

Des dizaines de milliers d'Irakiens ont répondu à l'appel à prendre les armes lorsque l'Etat islamique s'est emparé en 2014 d'un tiers du territoire national, et ces hommes ont formé les Forces de mobilisation populaire, milice qui reçoit un financement et un entraînement de Téhéran.

Un haut responsable américain a précisé que Rex Tillerson faisait allusion à ces Forces de mobilisation populaire ainsi qu'à la Force Al Qods, les forces spéciales du corps iranien des Gardiens de la Révolution.

Reuters

Kurdistan irakien

Un parti d'opposition veut le départ de Barzani

< Gorran, un important parti d'opposition au dirigeant kurde irakien Massoud Barzani, a réclamé dimanche sa démission et la formation d'un «gouvernement de salut national» pour faire face à la crise qui oppose le Kurdistan autonome au pouvoir central de Bagdad.

Gorran (Mouvement du Changement) impute à Massoud Barzani la «catastrophe» que vivent les Kurdes depuis la perte, le 16 octobre, de la ville pétrolière de Kirkouk, conquise par les troupes irakiennes en réplique au référendum du 25 septembre sur l'indépendance du Kurdistan irakien.

«La présidence du Kurdistan doit être dissoute et un gouvernement de salut national formé pour surmonter la situation actuelle», a déclaré la direction de Gorran à l'issue d'une réunion dans la ville kurde de Soulaïmaniya.

Gorran soutient le droit des Kurdes d'Irak à l'autodétermination mais s'était déclaré hostile à la tenue d'un référendum le 25 septembre, jugeant le moment malvenu.

Reuters

Yémen

Trois soldats tués dans une attaque

< Trois soldats yéménites ont été tués lundi dans une attaque contre une position militaire dans le sud du Yémen, a indiqué un responsable des services de sécurité.

Des «kamikazes» ont lancé leur véhicule piégé contre la position de la force yéménite à Moudia, dans la province sudiste d'Abyane, a précisé cette source.

Quatre assaillants sont sortis du véhicule pour tenter de se faire exploser à l'intérieur de la position mais ils ont été abattus, a ajouté ce responsable.

Le conducteur et trois soldats ont péri dans l'explosion du véhicule piégé à l'entrée de la position, selon la même source.

Quatre soldats ont été également blessés par l'explosion, a poursuivi le même responsable sans pouvoir dire si l'attaque a été menée par Al Qaïda ou un autre groupe extrémiste.

L'attaque est intervenue deux mois après l'entrée à Abyane d'une force yéménite pour y pourchasser Al Qaïda.

Implanté au Yémen, le réseau terroriste a profité du chaos provoqué par le conflit entre le gouvernement et le mouvement armé des Houthis pour élargir son influence, notamment dans le sud du pays.

Mais Al Qaïda subit de nombreuses attaques de drones, imputées aux Etats-Unis. Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) est considérée par Washington comme la branche la plus dangereuse du réseau terroriste au niveau mondial.

Le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), est également présent au Yémen profitant du conflit dévastateur qui ravage le pays depuis plus de deux ans.

L'armée américaine avait affirmé avoir pour la première fois visé, le 16 octobre, avec des drones des camps de l'EI au Yémen, tuant des dizaines de terroristes.

R. N.

Somalie

L'attentat de Mogadiscio met en lumière la fragilité du gouvernement

L'attentat au camion piégé du 14 octobre à Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie avec au moins 358 morts, a mis en relief la fragilité du gouvernement fédéral somalien, estiment les analystes.



Désorganisation et corruption rampante au sein des forces de sécurité, défiance entre le pouvoir central et les États fédérés: cet attentat montre la capacité des insurgés islamistes shebab à profiter des failles du gouvernement de Mogadiscio dans la guerre asymétrique qu'il leur mène.

Les shebab ont-ils gagné en puissance?

Sur le front militaire, la situation n'a pas vraiment changé ces derniers mois. Les shebab, qui depuis 2007 ont juré la perte du gouvernement, contrôlent de larges régions rurales du centre et du sud de la Somalie.

Mais comme le souligne Roland Marchal, chercheur au Centre de recherches internationales de l'institut parisien Sciences Po, "il n'y a pas eu récemment de gains stratégiques" de part et d'autre, et "les Américains travaillent", mettant sous pression combattants et dirigeants de l'organisation affiliée à Al-Qaïda.

"Ce que l'on voit, en surface tout au moins, c'est de la stagnation", abonde Matt Bryden, fondateur du centre de réflexion Sahan installé à Nairobi, qui relève que les shebab ont prouvé leur capacité à renouveler leurs cadres tués dans des frappes aériennes.

Toutefois, souligne le groupe de réflexion International Crisis Group (ICG) dans un rapport publié vendredi, les shebab ont récemment pris le contrôle de plusieurs zones à l'extérieur de Mogadiscio, notamment la localité de Barire à 45 km, située sur un axe routier stratégique: "Prévenir des attaques à Mogadiscio s'avère d'autant plus difficile lorsque des districts autour de Mogadiscio retombent dans l'escarcelle des shebab".

Les shebab, s'appuyant sur un service de

renseignements performant, exploitent régulièrement les failles de l'appareil sécuritaire de Mogadiscio.

Ainsi, les récents gains territoriaux autour de la capitale ont été réalisés parce que les forces somaliennes venaient de se retirer de ces zones, sur fond de grogne de soldats non payés depuis trois mois, relève l'ICG.

De même, les shebab "été capables (par le passé) d'infiltrer les forces de sécurité ou de se mouvoir avec des uniformes des forces de sécurité" pour déjouer les check-points, relève M. Bryden.

Symptomatique, quelques jours avant l'attentat, le chef de l'armée et le ministre de la Défense ont démissionné, sans explication. Selon M. Marchal, leur départ serait notamment lié à des luttes d'influence pour le contrôle des recrues censées composer l'armée nationale au sein du plus grand centre de formation militaire étranger de Somalie, inauguré fin septembre par la Turquie. En tout état de cause, le départ simultané des deux plus hauts responsables militaires du président Mohamed Abdullahi Mohamed, dit "Farmajo", élu en février en promettant la guerre aux shebab, fait désordre et ne suscite guère l'optimisme.

Et, souligne M. Marchal, la plupart des membres du gouvernement sont des gens "issus de la diaspora (...) qui n'ont aucune idée du traumatisme de leur société".

"Ce n'est pas que les shebab soient très forts, c'est que les autres ne sont vraiment pas bons", tempête le chercheur.

La défiance entre États fédérés et gouvernement central

Inscrit dans la Constitution depuis 2004, le fédéralisme n'a commencé réellement à se mettre en place, à pas comptés, qu'à partir

de 2012.

Actuellement, le pays compte cinq États fédérés, sans parler du Somaliland qui a proclamé son indépendance et ne reconnaît pas le gouvernement central.

Or les relations sont conflictuelles entre le gouvernement du président "Farmajo", lui-même partisan d'un État central fort, et les pouvoirs régionaux, sur fond de lutte de personnes et d'interférences extérieures.

L'enjeu est de taille car, si l'embryon d'armée nationale n'est déployé que sur Mogadiscio et ses environs, et si la force de l'Union africaine en Somalie sécurise avec ses 22.000 hommes les principaux centres urbains, ce sont les milices et forces de sécurité de ces États qui sont en première ligne contre les shebab en province.

Récemment, la crise diplomatique entre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite d'une part, le Qatar de l'autre, "a aggravé les frictions" en Somalie, relève l'ICG.

Plusieurs États fédérés se sont prononcés pour un alignement avec Riyad et Abu Dhabi, au grand dam du gouvernement central qui a opté pour la neutralité, Mogadiscio recevant d'importants financements des deux camps.

Et Roland Marchal de se désoler du "chaos introduit par la crise du Golfe où n'importe quel président fédéral, sous prétexte de recevoir des subsides, fait des déclarations intempestives sur la politique étrangère" de la Somalie.

Et maintenant?

"Tant que le gouvernement ne changera pas son attitude et ne se rapprochera pas des États fédérés pour qu'ils deviennent des

partenaires dans la lutte contre les shebab, au lieu d'essayer de se battre contre les shebab et les États fédérés, je ne pense pas qu'on va voir beaucoup de progrès", estime M. Bryden.

L'ICG note que les opposants au président "Farmajo" pourraient tirer profit de la crise pour le faire tomber, via une motion de censure, et appelle ce dernier à "rapidement travailler à améliorer les relations avec les États fédérés" et régler les problèmes de répartition des ressources qui nourrissent les querelles. Dont les seuls gagnants sont les shebab.

AFP

Nigeria

13 morts dans un triple attentat-suicide à Maiduguri

■ Trois femmes kamikazes se sont fait exploser dimanche soir à Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno au Nigeria, faisant treize morts et seize blessés, a-t-on appris de sources sécuritaires.

"Une première femme a déclenché sa ceinture explosive à 21h45 (2045 GMT) devant un petit restaurant de rue, faisant 13 morts et six blessés", a rapporté une source militaire sous couvert d'anonymat.

"Quelques minutes plus tard, une autre femme a explosé dans le même quartier (Muna Garage), juste devant l'entrée du camp de déplacés", a-t-il ajouté. La troisième femme, dont la ceinture n'a pas totalement fonctionné, n'a pas fait de victime.

Une source anonyme au sein des milices de la ville, qui travaille aux côtés de l'armée pour lutter contre le groupe jihadiste de Boko Haram, a confirmé ce triple attentat-suicide, assurant que le nombre de blessés s'élève à 16 sur les deux premières explosions.

Les autorités nigérianes de secours n'ont pas souhaité faire de déclarations officielles, compte-tenu de l'heure tardive de l'incident, mais ont assuré qu'elles le feraient mardi matin. Dimanche, une alerte avait été lancée à Maiduguri, après que de "nombreux membres du groupe de Boko Haram ont été aperçus rôdant autour de la ville", a expliqué la source militaire. Maiduguri, ville où a été fondé le groupe jihadiste nigérian, a retrouvé une paix relative, malgré des attentats sporadiques. Toutefois, la ville de Konduga, à vingt kilomètres de la capitale, est le théâtre de nombreuses violences depuis quelques mois.

L'Etat du Borno, épice de violences entre l'armée et Boko Haram, reste en grande partie inaccessible, bien que le groupe jihadiste ne contrôle plus de grandes parties du territoire comme ce fut le cas jusqu'en 2015.

Près d'un million de personnes ont trouvé refuge dans la grande ville du nord-est, et beaucoup vivent dans des camps de déplacés, où la situation humanitaire et sécuritaire est très précaire.

Mardi, dix personnes seront jugées pour "troubles à l'ordre public" après avoir organisé une protestation spontanée en septembre pour dénoncer les conditions de vie dans les camps.

L'insurrection de Boko Haram, particulièrement meurtrière depuis 2009, a dévasté le nord-est du Nigeria, fait au moins 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés.

AFP

De retour en Côte d'Ivoire

Guillaume Soro lance un appel

Le président de l'Assemblée nationale ivoirienne Guillaume Soro a lancé dimanche soir un appel au "dialogue" et à "l'apaisement" politique en Côte d'Ivoire, lors de son retour dans le pays après plus de deux mois d'absence.

"Je suis revenu pour prendre toute ma place dans le jeu politique, pour contribuer du mieux que je peux à l'apaisement, contribuer à travailler à la réconciliation et à la paix civile", a déclaré M. Soro devant la presse à son arrivée à l'aéroport Félix-Houphouët-Boigny d'Abidjan.

"Je lance un appel au dialogue et à la paix", a insisté le président de l'Assemblée nationale, qui a été accueilli par une centaine de proches et de partisans dans le pavillon d'honneur de l'aéroport, aux cris de "prési, prési" (pour président).

La presse ivoirienne et de nombreux observateurs spéculent depuis des mois sur des tensions croissantes entre Guillaume

Soro et le président de la République Alassane Ouattara, prêtant à M. Soro l'ambition d'accéder à la tête de l'Etat lors de la prochaine élection présidentielle en 2020. Spéculations renforcées par la longue absence de M. Soro.

Le gouvernement réfute qu'il y ait des tensions entre les deux hommes, tout comme M. Soro. Ils affichent même mutuellement leur confiance en public.

"Mes relations avec le président de la République, je peux vous assurer qu'elles sont bonnes", a redit M. Soro dimanche. "Je m'emploierai à faire en sorte que (notre) relation soit toujours bonne. Dans les prochains jours, avec beaucoup d'humilité, j'irai voir le président de la République pour parler avec lui".

Des signes de brouille sont toutefois apparus récemment.

Le chef du protocole de Guillaume Soro, Souleymane Kamaraté Koné, a été arrêté et

écroué pour "complot" le 9 octobre dans une affaire sensible de découverte d'une cache d'armes pendant une mutinerie dans l'armée en mai.

"Aujourd'hui, à cause de mon patron Guillaume Soro, je suis en prison. Ce n'est pas moi qu'on vise!", avait réagi M. Koné dans une lettre ouverte publiée en ligne au lendemain de son incarcération.

"Je ne peux pas me prononcer sur une affaire pendante en justice", s'est contenté de déclarer Guillaume Soro dimanche, interrogé sur l'affaire par les journalistes.

Autre signe de possible tension, plusieurs proches de M. Soro ont été écartés de postes d'influence économiques et politiques en juillet. Et en septembre, M. Soro n'a pas participé au congrès du Rassemblement des républicains, le parti du président dont il est un élu, disant "regretter" de ne pas y avoir été associé.

AFP

Japon : Shinzo Abe a conquis des voix, mais pas les coeurs

Shinzo Abe a remporté les deux tiers de la chambre basse du Parlement japonais, mais n'a pas conquis le coeur des électeurs, méfiants à l'égard de ses instincts nationalistes et de son vieux dessein de modifier la Constitution pacifiste, estiment les analystes.

Il a ainsi les moyens d'avancer dans son projet de révision de la loi fondamentale, dictée en 1947 par les États-Unis après la reddition du Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale et dont l'article 9 consacre la renonciation "à jamais" à la guerre.

Mais cette victoire est pour M. Abe, 63 ans, plus un succès par défaut, selon des enquêtes et les analystes.

L'élection a mis en lumière "les relations difficiles de M. Abe avec le peuple japonais", a déclaré Tobias Harris, spécialiste de politique japonaise de la société de conseil Teneo Intelligence, basée à Washington. «Il y a une reconnaissance de certaines choses qu'il a faites mais il n'est pas aimé».

Selon un sondage réalisé à la sortie des bureaux de vote par l'agence de presse Kyodo, 51% des électeurs ne font pas confiance au Premier ministre. Dans une enquête du quotidien de gauche Asahi Shimbun, 47% des personnes interrogées voudraient voir quelqu'un d'autre aux commandes.

Il y a seulement quelques mois, une telle éventualité paraissait possible. M. Abe, empêtré dans des scandales et affaibli par une défaite historique de son parti à l'élection de l'assemblée de la ville de Tokyo, luttait pour sa survie politique.

Opposition en ruines

Lorsqu'il a soudain annoncé des législatives anticipées le mois dernier, les critiques ont dénoncé



une manoeuvre opportuniste destinée à prendre de court une opposition faible, et à détourner l'attention des allégations de favoritisme au profit d'un ami dans une transaction, que M. Abe nie vigoureusement.

Un court instant, il a semblé que le pari du Premier ministre allait se retourner contre lui, lorsque la charismatique gouverneure de la ville de Tokyo, Yuriko Koike, a annoncé la création d'un nouveau parti, de droite lui aussi. Ce coup de théâtre a attiré l'attention des médias sur elle pendant plusieurs jours.

Le lancement du Parti de l'espoir a réveillé une scène politique japonaise léthargique, et précipité la désintégration du principal parti d'opposition, le

Parti démocrate du Japon, et la création d'un autre nouveau mouvement, le Parti démocratique constitutionnel du Japon (centre gauche).

Mais Mme Koike a vu fondre sa cote de popularité en ne se présentant pas comme candidate au Parlement, dans un pays où la Constitution impose que le Premier ministre soit choisi parmi les députés ou les sénateurs.

«Il apparaît à présent que le Parti de l'espoir est sans espoir», a ironisé Michael Cucek, professeur à l'Université Temple de Tokyo, interrogé par l'AFP.

A présent, la formation d'une opposition capable de former un gouvernement pourrait prendre 10 ans, estime M. Harris.

Pas carte blanche

M. Abe devrait faire usage de sa victoire pour s'engager dans le long processus d'une révision de la Constitution, afin de parvenir à terme à faire des Forces d'autodéfense une armée à part entière. Ce projet lui tient à coeur et il a le soutien de la droite nationaliste, mais il est tabou pour une majorité de Japonais.

Pour nombre d'entre eux, l'article 9 de la loi fondamentale tourne la page de l'impérialisme et des atrocités commises en Chine et en Corée par l'armée japonaise avant et pendant le conflit, ainsi que de l'horreur de la bombe atomique infligée par l'armée américaine en août 1945 à Hiroshima et Nagasaki.

Conscient de ce désamour et

de ce décalage, M. Abe a montré dimanche soir un visage de modestie et de prudence, disant relever le défi de la victoire "avec humilité".

Quant à réviser la Constitution, il ne s'est pas montré pressé. "Je ne prévois pas de proposer (l'amendement) avec la seule coalition au pouvoir. Nous essayerons d'avoir le soutien du plus grand nombre possible", a-t-il dit.

"Gagner une élection dans une démocratie ne donne pas carte blanche au vainqueur, et il serait bien trop confiant s'il pensait que les gens sont satisfaits des cinq dernières années de gestion des affaires", commentait lundi le quotidien de gauche Asahi. **AFP**

Brésil

Temer, un président sans peur malgré les reproches

■ Impopularité record, accusations de corruption gravissimes: de quoi faire trembler le plus aguerrri des hommes politiques, mais pas le président brésilien Michel Temer, qui semble indéboulonnable, à la tête d'un pays plongé dans une profonde crise institutionnelle.

En portugais, "temer" est aussi un verbe, qui signifie "avoir peur". Malgré ce patronyme, ce vieux routier de la politique de 77 ans ne semble pas trop se soucier de son sort.

À la manière d'un joueur de football dribblant ses adversaires l'un après l'autre, il passe un à un tous les obstacles, s'accrochant au pouvoir avec une facilité déconcertante.

Une véritable gageure pour un président accusé d'orchestrer un réseau de corruption qui négociait des pots-de-vin en échange de faveurs octroyées à des chefs d'entreprise.

Sauf coup de théâtre, M. Temer devrait pourtant échapper à une nouvelle demande de mise en examen, pour "obstruction à la justice et participation à une organisation criminelle".

Les députés doivent décider mercredi si cette demande est recevable, mais le résultat semble couru d'avance.

Il y a deux mois, il était parvenu à balayer une autre mise en accusation d'un revers de la

main, sauvant son mandat en obtenant une ample majorité au Parlement.

"Temer est un professionnel de la politique. Il sait manipuler la machine et trouver les alliés dont il a besoin", explique à l'AFP le professeur de droit constitutionnel Daniel Vargas.

Il bénéficie surtout du soutien d'une caste politique qui se sent menacée de toute part: 185 des 513 députés appelés à statuer sur son sort la semaine prochaine sont eux-mêmes la cible d'enquêtes anticorruption.

Popularité proche de zéro

"Temer représente la survie du vieil establishment. S'il tombe aujourd'hui, qui tombera demain?", s'interroge le professeur.

Mais ce soutien a aussi un coût, beaucoup trop salé pour l'opposition.

M. Temer est notamment accusé d'utiliser des fonds publics pour "acheter" le soutien de parlementaires en leur octroyant de généreuses subventions destinées à leurs fiefs électoraux.

"Malgré l'usure de ce gouvernement hautement impopulaire, les députés avides de faveurs y trouvent leur compte", explique Antonio Queiroz, analyste du Département intersyndical des assistants parlementaires (DIAP).

Pourtant, s'afficher comme pro-Temer n'est pas forcément la meilleure stratégie, à un an des élections générales.

Son taux d'approbation s'est effondré à 3%, faisant de M. Temer le président le plus impopulaire depuis la dictature militaire (1964-1985).

Apparemment pas de quoi empêcher de dormir un président qui a toujours écarté toute candidature en 2018. Propulsé au pouvoir après la destitution controversée de Dilma Rousseff (gauche, 2010-2016), il a affirmé dès le début avoir pour seule ambition de "remettre le Brésil sur les rails".

"Temer n'a tout simplement rien à faire de ce que la population pense de lui", résume Daniel Vargas.

D'autant plus que l'opposition, trop dispersée, ne parvient pas à mobiliser: les quelques manifestations anti-Temer organisées ces derniers mois n'ont pas rameuté les foules.

"Sans la pression de la rue" et "en l'absence d'un vrai projet d'opposition, le Parlement ne sera pas poussé à voter contre Temer", estime le professeur.

"C'est peut-être la première fois de l'Histoire que nous observons que, pour mener des réformes, plutôt que de jouir

d'une grande popularité, il vaut mieux que celle-ci soit proche de zéro", ironise-t-il.

Instrument des marchés

Ces réformes en question sont des mesures d'austérité réclamées par les milieux d'affaires pour assainir les comptes publics et relancer une économie qui sort lentement de deux années de récession.

Parmi elles, des mesures fort impopulaires, comme l'épineuse réforme des retraites, dont l'examen au Parlement est freiné par les turbulences politiques.

"Sans l'appui des marchés, Temer tombe en une semaine", analyse Antonio Queiroz. "Il est devenu leur instrument", ajoute-t-il.

Le gouvernement Temer s'est notamment montré très sensible aux attentes du lobby de l'agro-business, représenté par plus de 200 députés à la chambre, nombre suffisant à lui seul pour rejeter la mise en accusation du président.

Pour s'attirer leurs bonnes grâces, il n'a pas hésité à prendre des décrets qui ont poussé des militants écologistes à l'accuser de "brader l'Amazonie". **AFP**

Législatives en Argentine : victoire pour le président Macri, Kirchner élue

Le président de centre-droit, Mauricio Macri, tient une nouvelle victoire électorale : sa coalition cambiemos se consolide au pouvoir lors des législatives de mi-mandat, ce qui lui permettra de poursuivre ses réformes libérales.



« **C'**est un jour inoubliable », s'est félicité le chef d'Etat face à ses partisans. «Aujourd'hui nous avons confirmé notre engagement pour le changement».

Pour son retour électoral après deux ans sans mandat, l'ex-présidente Cristina Kirchner (2007-2015) a été élue sénatrice, s'assurant une immunité parlementaire qui lui évitera la prison, si elle est condamnée dans une des affaires de corruption dans lesquelles elle est inculpée. En revanche, elle ne semble pas en mesure de briguer à nouveau la présidentielle.

"Nous devons être fiers de ce résultat", a-t-elle lancé, se présentant comme "l'opposition la plus ferme à ce gouvernement".

La coalition Cambiemos (Changeons) arrive en tête dans 14 provinces sur 24, notamment dans les cinq provinces les plus importantes du pays (Capitale, Buenos Aires, Cordoba, Santa Fe, Mendoza), selon les résultats publiés peu avant 22h00 locales (01h00 GMT) par l'autorité électorale.

Les projections en sièges ne seront connues que lundi, mais le gouvernement est assuré de renforcer sa présence dans les deux chambres du

Parlement.

La coalition de centre-droit, au pouvoir depuis décembre 2015, ne dispose actuellement que d'une majorité relative (87 sièges de députés sur 257, 15 sur 72 au Sénat).

Une projection de la chaîne de télévision TN lui donnait dimanche soir 108 sièges de députés et 25 au sénat.

Position de force

Ce résultat "permettra au président de négocier avec les gouverneurs (de l'opposition) et les syndicats en position de force", a souligné le politologue Rosendo Fraga.

La province de Buenos Aires attirait dimanche tous les regards.

Dans cette province, rassemblant près de 40% des électeurs du pays, le candidat de Cambiemos Esteban Bullrich totalisait 41,4% des voix devant la liste de Cristina Kirchner (37,3%), assurée d'être élue sénatrice, après le dépouillement de près de 99% des bureaux de vote.

Dans la capitale (51% contre 22% à la 2e liste), dans les provinces de Cordoba (48% contre 30%), Santa Fe (39% contre 25%) et Mendoza (46% contre 25%), les listes de la coalition gouvernementale sont plus largement en tête, selon la même source.

Depuis son élection voici deux ans, Mauricio Macri a libéralisé la troisième économie d'Amérique latine. Les résultats ont tardé à se matérialiser et l'inflation reste forte (17% depuis le début de l'année), mais la croissance est repartie: 1,6% au premier semestre et un pronostic de +3% pour 2017.

Soucieux d'attirer des investissements étrangers, le gouvernement consolide son pouvoir et démontre qu'il est en mesure de contrer une tentative de retour électoral de Mme Kirchner, battue par un candidat du pouvoir peu charismatique.

Kirchner, la fin ?

Alors que dans certains pays, le président en exercice reste en retrait des campagnes électorales, Mauricio Macri a mis tout son poids dans la bataille pour augmenter l'emprise de Cambiemos au Parlement.

"J'ai voté pour les candidats du gouvernement, je suis loin d'être convaincu, mais j'avais voté Macri en 2015. Le plus important c'est que Kirchner ne revienne pas", a déclaré à l'AFP Sergio Peroti, un instituteur de 48 ans, après avoir voté dans une école de la capitale.

En 2015, l'ex-présidente ne

pouvait pas briguer un troisième mandat consécutif et n'avait pas postulé pour un siège de parlementaire.

L'immunité parlementaire en Argentine permet de ne pas être emprisonné en cas de condamnation.

A 87 ans, l'ex-président Carlos Menem (1989-1999) a été élu sénateur. Condamné à 7 ans de prison pour vente d'armes vers la Croatie et l'Equateur malgré un embargo international, il décroche un mandat lui assurant la liberté jusqu'en 2021.

Si Mme Kirchner n'est pour l'instant qu'inculpée, depuis un an et demi plusieurs de ses proches ont été emprisonnés, dont l'homme d'affaire Lazaro Baez et un ancien membre du gouvernement, José Lopez. Le premier pour favoritisme et le second après avoir été surpris avec 9 millions de dollars en liquide qu'il tentait de dissimuler dans un couvent.

"Cristina Kirchner ne pourra jamais plus être présidente", selon le politologue Jorge Giacobbe, en référence à la présidentielle de 2019.

Pour Macri, "politiquement, les conditions sont favorables pour une réélection en 2019", prévoit le sociologue Gabriel Puricelli, car "dans les conditions actuelles, Kirchner perdrait".

AFP

Une note d'Einstein sur le secret du bonheur va être vendue aux enchères

■ Deux notes qu'Albert Einstein avaient remises à un messager à Tokyo, dont une sur le secret d'une vie heureuse, ont refait surface 95 ans plus tard et vont être prochainement vendues aux enchères à Jérusalem.

En 1922, le physicien allemand, célèbre notamment pour sa théorie sur la relativité, avait effectué une tournée au Japon, où il donnait des conférences.

A l'époque, Einstein venait d'être informé de sa prochaine désignation pour le prix Nobel de physique, et sa notoriété commençait à se développer au-delà de la communauté scientifique.

La scène se déroule à l'Imperial Hotel de Tokyo, affirme aujourd'hui le vendeur de la précieuse note : un coursier japonais arrive pour livrer un courrier au physicien. Nul ne sait s'il refuse un pourboire, en accord aux pratiques locales, ou si Einstein ne dispose pas de monnaie, mais le physicien, pour ne pas le laisser partir les mains vides, lui remet deux notes en allemand.

«Peut-être si tu as de la chance, ces notes auront beaucoup plus de valeur qu'un simple pourboire», lui dit alors Einstein, d'après le vendeur, un proche du coursier japonais qui réside à ce jour dans la ville allemande de Hambourg.

Sur l'une des notes, rédigée sur du papier frappé du logo de l'Imperial Hotel, est écrit : «Une vie tranquille et modeste apporte plus de joie que la recherche du succès qui implique une agitation permanente».

Sur la seconde, apposée sur une feuille blanche, on retrouve le célèbre adage, emprunté à Lénine : «Là où il y a une volonté, il y a un chemin».

Inconnues jusque-là des chercheurs, ces notes ont été authentifiées par la maison de vente aux enchères Winner's. Elles n'ont pas de valeur scientifique, mais pourraient aider à mieux cerner les réflexions personnelles d'Einstein dont le nom est devenu synonyme de génie, estime Roni Grosz, chargé de la plus grande collection d'archives du physicien, à l'Université hébraïque de Jérusalem.

«Ce que nous faisons ici est un portrait d'Einstein - l'homme, le scientifique, son impact sur le monde - à travers ses écrits», poursuit M. Grosz, d'après qui «ceci est une pierre (de plus) à la mosaïque».

Les deux notes seront vendues aujourd'hui à la Maison Winner's de Jérusalem, avec d'autres objets dont deux lettres écrites par Einstein à la fin de sa vie.

AFP

Blogueuse tuée à Malte : Les manifestants réclament justice

■ Des milliers de Maltais ont manifesté dimanche à La Valette pour réclamer justice concernant la mort d'une journaliste tuée lundi dernier dans l'explosion de sa voiture. La manifestation dans la capitale de Malte avait été organisée par l'organisation Réseau de la société civile, après l'attentat à la bombe contre la blogueuse anti-corruption, Daphné Caruana Galizia, qui avait 53 ans.

«Vous vous souvenez, nous nous sommes rassemblés il y a près de trois ans à Paris, après l'attentat contre Charlie Hebdo. Nous nous rassemblons de nouveau aujourd'hui à La Valette pour Daphné et tout le monde peut dire «Je suis Daphné, je suis Daphné», a déclaré à la foule, Christophe Deloire, secrétaire général de l'ONG Reporters sans frontières.

Michael Briguglio, qui dirige le Réseau de la société civile, a estimé que le directeur de la police et le procureur général devraient être relevés de leurs fonctions pour leur inaction après les révélations des «Panama Papers».

Caruana Galizia avait révélé en avril que l'épouse du Premier ministre maltais, Joseph Muscat, était la bénéficiaire d'une société-écran au Panama, appelée Egrant, au sein de laquelle un million de dollars avait été déposé via l'Azerbaïdjan. Ces accusations ont été démenties par le Premier ministre et sa femme.

Reuters

Philippines

Fin de la bataille contre les jihadistes à Marawi

La bataille engagée il y a cinq mois contre les jihadistes affiliés au groupe Etat islamique qui avaient pris le contrôle de quartiers entiers de Marawi est terminée, a affirmé lundi le gouvernement philippin.

Cette fin des combats vient apaiser les craintes de l'établissement d'une base durable de l'EI dans la plus grande ville musulmane de l'archipel à majorité catholique. Mais les inquiétudes demeurent quant à la menace que constitue toujours ce groupe dans le sud du pays.

"Nous annonçons la fin de toutes les opérations de combat à Marawi", a annoncé à la presse le ministre philippin de la Défense Delfin Lorenzana en marge d'une rencontre sur les questions régionales de sécurité à Clark, dans le nord des Philippines.

"Il n'y a plus de combattants dans Marawi", a-t-il assuré.

Des centaines de jihadistes ayant prêté allégeance au groupe EI avaient pris le 23 mai le contrôle de secteurs entiers de Marawi, utilisant des civils comme boucliers humains.

En cinq mois, 920 combattants jihadistes ont été tués, ainsi que 165 militaires et 47 civils, selon le gouvernement.

Plus de 400.000 personnes ont fui la ville dont certains quartiers ne sont plus qu'un champ de ruines après avoir été pilonnés quasi quotidiennement par des frappes aériennes.



Le président Rodrigo Duterte avait proclamé mardi dernier que Marawi avait été "libérée de l'influence des terroristes". Cette annonce était intervenue au lendemain de la mort du chef de l'EI pour le Sud-Est asiatique, le Philippin Isnilon Hapilon.

Mais en dépit de l'annonce présidentielle, des combats faisaient toujours rage à Marawi.

Le chef de l'armée Eduardo Ano a expliqué lundi aux journalistes que des jihadistes étaient alors encore retranchés dans "deux bâtiments dont une mosquée".

"C'est là que les derniers combats ont eu lieu, là que nous avons libéré 20 otages", a dit le général. "Nous avons donné aux militants et terroristes la possibi-

lé de se rendre, mais ils ont choisi de se battre jusqu'à leur dernier souffle."

Les corps de 42 insurgés ont été récupérés à l'issue de l'ultime bataille. Deux femmes et cinq étrangers figuraient parmi eux, a déclaré M. Ano.

Isnilon Hapilon, qui figurait sur la liste américaine des "terroristes les plus recherchés", avait été tué en même temps qu'Omarkhayam Maute, chef du groupe islamiste Maute, selon l'armée.

M. Duterte, comme les analystes, présentaient Hapilon comme "l'émir" régional de l'EI et le principal artisan de son projet d'y décréter un califat, alors que le groupe subit des revers en Irak et en Syrie. Les affrontements avaient éclaté le 23 mai après une opération pour capturer Hapilon, lequel était recherché depuis des

années, d'abord en tant que chef d'Abou Sayyaf, groupe extrémiste spécialisé dans les enlèvements crapuleux, puis comme chef régional de l'EI.

L'armée philippine avait été clairement prise par surprise.

Apparemment à l'insu de l'état-major, Hapilon avait forgé une alliance avec le groupe des deux frères Maute, à la tête d'un réseau islamiste local, et peaufinait depuis des mois la prise de Marawi.

La tentative de capturer Isnilon Hapilon s'était soldée par un échec mais elle avait incité les jihadistes à précipiter leur attaque contre Marawi.

Le groupe Maute est apparu vers 2012 après plusieurs décennies de rébellion séparatiste musulmane à Mindanao.

Il a été formé par des dissi-

dents du Front Moro islamique de libération (Milf), principal mouvement de la rébellion engagé dans des négociations de paix avec Manille.

M. Duterte avait imposé la loi martiale à l'essentiel du sud de l'archipel après le début du soulèvement de Marawi afin d'éviter une contagion jihadiste.

Interrogé à ce sujet, M. Lorenzana a dit qu'aucune décision n'avait été prise sur une éventuelle levée de la loi martiale.

De son côté, le secrétaire à la Défense américain James Mattis a salué la fin des combats à Marawi.

"Une des premières choses que je ferai là-bas sera de féliciter l'armée philippine pour la libération de Marawi", a déclaré aux journalistes le chef du Pentagone à bord du vol qui l'emmenait à Clark. **AFP**

Royaume-Uni

Un homme interpellé après avoir pris en otage deux employés d'un bowling

■ La police britannique est intervenue dans un bowling situé dans un complexe de loisirs dans le centre de l'Angleterre et interpellé un homme qui retenait deux employés en otage, a annoncé le directeur du bowling.

"La police a pris d'assaut le bâtiment et l'homme armé a été arrêté et emmené", a déclaré à la BBC Mehdi Afshar, directeur du MFA Bowl.

Deux employés avaient été pris en otage par cet homme, présenté par le directeur du bowling comme "un petit ami ou un ex-mari de l'un des membres de l'équipe".

La police du Warwickshire, qui avait rapidement écarté la piste terroriste, a confirmé l'interpellation d'un homme après que le bowling et les alentours eurent été évacués.

Elle avait établi peu après 14H30 (13H30 GMT) un périmètre de sécurité autour du bowling situé dans le complexe sportif Bermuda Park situé à Nuneaton, à l'est de Birmingham.

Un suspect a été traité sur les lieux avant d'être emmené à l'hôpital, ont indiqué les services de secours des West Midlands. Un photographe de l'AFP a vu une ambulance s'éloigner escortée par la police.

"Deux autres hommes ont été pris en charge sur place mais ils n'étaient pas blessés" et ont pu rentrer chez eux, ont précisé les services de secours sur Twitter.

Lawrence Hallett, qui participait à une fête pour enfants dans le bowling, a raconté à la chaîne Sky News qu'un employé était venu lui dire à l'oreille de partir.

"J'ai levé les yeux et vu un homme, à six-dix mètres du groupe, venir vers nous avec un fusil à canon scié en bandoulière", a-t-il relaté. "J'ai pensé que c'était une blague puis j'ai un peu paniqué et crié "tout le monde sort" et couru vers la sortie".

Le complexe de loisirs Bermuda Park comprend un centre de loisirs pour enfants, un restaurant, un bowling, une salle de sports et un hôtel. **AFP**

Les Français soulagés

La Chine rouvre sa porte au camembert

Les autorités sanitaires chinoises ont levé l'interdiction d'importer certains fromages à pâte molle, dont de nombreux produits français comme le camembert et le brie, selon l'Union européenne (UE) et des professionnels interrogés lundi par l'AFP.

"C'est un vrai soulagement. Mais c'était attendu, car l'administration chinoise a tout de suite montré sa volonté de ne pas faire durer cette situation", indique Vincent Marion, cofondateur de Cheese Republic, qui se présente comme la principale boutique en ligne de vente de fromage en Chine.

"L'interdiction était en place seulement pour une courte période, donc cela n'a pas perturbé nos affaires. Maintenant, on peut continuer comme avant", déclare Axel Moreaux, le gérant du restaurant français Paradox à Pékin.

Les douanes chinoises avaient commencé il y a près de

deux mois, contre toute attente, à bloquer l'importation de fromages à pâte molle ou persillée -- comme le camembert, le brie, le roquefort, ou encore le gorgonzola italien.

Ces types de produits contiennent des cultures bactériennes utilisées traditionnellement dans la production fromagère en Europe. Mais la législation en Chine n'était pas entièrement claire sur la légalité ou non de ce type de bactéries.

Des rencontres la semaine dernière entre des représentants de l'Union européenne (UE) et des autorités sanitaires chinoises ont permis de débloquent la situation, selon William Fingleton, porte-parole de la délégation de l'UE à Pékin.

Une "note explicative" a ensuite été envoyée par le gouvernement chinois à l'agence chargée de la conformité des produits alimentaires: le document précise que "les cultures bactériennes utilisées pour la

production de ces fromages ne sont pas nocives pour la santé", indique M. Fingleton dans un communiqué transmis à l'AFP.

"Cela a permis au commerce de reprendre immédiatement." Vincent Marion, de Cheese Republic, se félicite de cette clarification de la jurisprudence. "Dorénavant, c'est écrit noir sur blanc que cette catégorie de fromages est légalement importable. Donc, c'est très positif pour l'industrie laitière française et européenne, car c'est pour du long terme", déclare-t-il. "On voit de toute façon depuis plusieurs années qu'il y a une vraie volonté de la Chine de permettre d'avoir de plus en plus de fromages dans le pays."

La consommation de produits laitiers a fortement augmenté en Chine ces dernières décennies, mais le fromage reste principalement consommé par une clientèle étrangère. **AFP**

Festival de la poésie amazighe

Un atelier d'apprentissage du Tifinagh pour les élèves du primaire

Un atelier d'apprentissage de l'écriture en caractère Tifinagh a été organisé dimanche au profit d'élèves de l'école primaire "Khemais Daha" à l'initiative du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), dans le cadre des activités du festival national de la poésie amazighe (Illizi, 20-24 octobre).

L'activité, qui s'insère dans le sillage des actions du HCA, visant la généralisation de l'enseignement de la langue amazighe dans les différents paliers scolaires a donné lieu également à la présentation des activités de la direction de l'éducation nationale en matière d'enseignement de Tamazight.

L'initiative pédagogique a été marquée par une présentation des caractères Tifinagh par un enseignant de la langue amazighe ayant permis aux élèves de découvrir ces caractères d'écriture amazighe ainsi que leur écriture et prononciation, en plus de la distribution de dépliants renfermant des caractères amazighs et des noms d'animaux, de plantes et autres.

L'atelier a suscité une large interaction des élèves répondant à des questions sur les variantes linguistiques de Tamazight, dont les variantes Tamaheq et Chaouie.

L'opportunité a été saisie pour désigner un enseignant de la langue amazighe pour l'école primaire "Khemais Daha", au chef lieu de wilaya d'Illizi, à compter de la saison scolaire 2018-2019, avant d'élargir l'opération aux autres écoles, dans le but de généraliser l'enseignement de cette langue qui constitue une composante fondamentale de l'identité nationale, a souligné le Secrétaire général du HCA, Si-



Hachemi Assad. Le festival national de la poésie amazighe a donné aussi lieu à l'organisation d'une conférence sur "l'apport de l'écrivain Mouloud Mammeri à la promotion de la langue amazighe", à travers laquelle les intervenants, issus de différentes universités du pays, ont retracé le parcours

intellectuel de cet homme de Lettres, considéré comme une icône de la Culture amazighe.

Les intervenants ont aussi évoqué les voyages de recherche entrepris par Mouloud Mammeri dans le Sud algérien, dans une quête de collecte et d'unification de la langue amazighe. Les activités du festival se poursuivent avec des lectures poétiques dans le cadre d'un concours de poésie amazighe devant être clôturé demain lundi et dont le HCA éditera les cinq meilleures oeuvres.

REda A.

Annaba

Dialogue de couleurs au salon national des arts plastiques

Plus de 50 artistes plasticiens représentant diverses écoles et courants picturaux prennent part au Salon national des arts plastiques, ouvert samedi soir au palais de la Culture Mohamed Boudiaf d'Annaba.

Pas moins de 160 toiles et sculptures pourront être admirées par le public durant les trois jours de cette manifestation qui se distingue par la qualité des Œuvres exposées. Des Œuvres très éclectiques illustrant un legs culturel national et d'autres faisant la part belle à la beauté et à la créativité, selon les organisateurs.

Outre l'impressionnisme, le réalisme et l'expressionnisme, ce salon consacre la miniature et la calligraphie arabe contemporaine à l'instar des Œuvres de la plasticienne Dalila Belkhouja de la wilaya d'Annaba. Cet événement enregistre aussi la présence remarquée de l'art contemporain

à travers des compositions de couleurs et de sculptures traitant de sujets sociétaux et d'autres en rapport avec l'histoire et le patrimoine, selon l'artiste Mohamed Demisse qui a reçu un hommage particulier par les organisateurs du salon pour sa contribution à la mise en valeurs de la scène artistique locale

Des artistes plasticiens qui se sont distingués en utilisant des matériaux de récupération pour leurs créations, prennent également part à ce salon, à l'image de Nouredine Teberha de la wilaya de Biskra qui a transformé des morceaux de cuivre et de bois récupérés en Œuvres d'arts modernes et raffinées.

Organisé par la direction de la culture d'Annaba, ce salon enregistre la participation d'artistes venus des wilayas de Sétif, Constantine, Batna, Tarf, Biskra et des jeunes de l'Ecole des beaux-arts d'Annaba. **Bilal L.**

En fin octobre courant

Le 10^{ème} festival national de la musique Hawzi prévu à Tlemcen

Le dixième festival national de musique Hawzi sera organisé à Tlemcen du 31 octobre au 5 novembre prochain, avec la participation de 14 associations musicales, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cette manifestation musicale, qui sera abritée par le palais de culture "Abdelkrim Dali", verra la présence d'associations actives dans le pays, à l'instar de l'association "Ahabb Cheikh Larbi Bensari" de Tlemcen, l'association "Ahabb Cheikh Mustapha Belkhouja" d'Oran, l'association "Ahabb Cheikh Redouane Bensari" de Sidi Bel-Abbès et d'autres associations de Mascara et Alger et le groupe andalou de Paris (France), qui prendra part à ce festival

en tant qu'invité d'honneur, a indiqué le commissaire du festival, Amine Boudefla.

Cette 10^{ème} édition verra la tenue de soirées musicales en hawzi, d'une conférence sur ce genre musical andalou, un "master Class" en hawzi qui est un concours en composition musicale sur instruments utilisés dont le violon, le luth et Derbouka, en plus de cours sur les nouvelles techniques dans ce genre musical au profit de jeunes actives dans des associations, qui seront donnés par de grands musiciens du Hawzi. En outre, une exposition sera consacrée à la Nouba andalouse, mettant en exergue l'histoire des trois écoles de musique andalouse nationales de

Tlemcen, Alger et Constantine, de même qu'une autre d'instruments de musique anciens, de costumes traditionnels d'orchestres andalous et de nouveaux modèles.

Une autre exposition de photos, de films documentaires et de publications est également au menu de ce festival, ainsi que des portes ouvertes sur les associations andalouses.

La soirée de clôture de cette édition sera marquée par un gala, qui sera animé par l'orchestre régional de musique andalouse relevant de la maison de l'opéra d'Alger, accompagné de six artistes qui se sont illustrés lors des éditions précédentes de ce festival. **Bilal L.**

Un patrimoine à préserver Recul de la musique Malouf

■ Le recul de la musique malouf authentique et la faiblesse de son audience

parmi notamment les jeunes exigent davantage d'efforts pour la préservation de ce patrimoine, ont affirmé des artistes et intellectuels en marge du concert organisé samedi soir à Souk Ahras par l'association Ichbilia pour la musique andalouse.

Cette musique s'est particulièrement distinguée sous l'occupation coloniale comme forme de résistance artistique et d'affirmation de l'identité arabo-musulmane de l'Algérie, a estimé Mourad Rifi, membre du conseil national des arts et des lettres (CNAL), lors de la rencontre organisée en présence des autorités de la wilaya à l'initiative commune de la direction de la culture et de l'académie de la société civile.

Pour le même intervenant, la société a étreint cette musique après 1962 en l'honorant à l'occasion des fêtes et cérémonie mais cela a bien changé avec les vagues successives des nouvelles musiques légères des jeunes générations. Des associations se sont de ce fait constituées pour tenter de préserver cette musique authentique en l'enseignant dans les maisons de jeunes et dans des écoles de musique, est-il noté.

Selon Rifi, les premiers cheikhs du malouf à Souk Ahras furent incontestablement Ali Triki, Belkacem Bouteghane dit Raïs, Mohamed Benzerga et son frère Mouldi ainsi que Mostafa Errifi qui avait dirigé la zaouïa Aïssaoua de 1952 à 1976.

De son côté, Sadek Bouraoui, président de l'association Ichbilia, ce concert intitulé "réunions des amis" vise à réunir les fans de cet art raffiné afin de le préserver pour les futures générations.

Le concert a été animé par des artistes de Constantine, Annaba, Skikda, Mila, Guelma et Souk Ahras dont Salim Fergani, Larbi Ghazel, Dhib Ayachi, Salim Refès, Fayçal Kahina, Mebarek Dekhla, Toufik Tayar, Fateh Rouana et l'association constantinoise Beyt El Malouf.

M. C.

Julie Gayet et
François Hollande1^{ÈRE} APPARITION PUBLIQUE POUR LE COUPLE

Le couple Hollande-Gayet a célébré sa première apparition officielle dans un lieu chargé d'histoire et de symboles : le théâtre élisabéthain du château d'Harlot à Condette. Un week-end sur la Côte d'Opale sous le signe de la culture.

Si François Hollande et Julie Gayet font régulièrement parler d'eux dans les médias, le couple ne s'était jusqu'alors jamais affiché lors d'une sortie officielle. C'est désormais chose faite puisque l'ancien président de la République et sa compagne ont assisté, ce samedi 21 octobre, à la première du conte musical *Georgia Tous mes rêves chantent*. Les photographes, présents pour immortaliser ce moment, ont fait crépiter leurs flashes tandis que les spectateurs, eux, n'en revenaient toujours pas d'avoir pour voisins de sièges les anciens locataires de l'Élysée. Invités par le président du département, Michel Dagbert, les tourtereaux, tous deux passionnés de mise en scène, n'auraient manqué ce moment pour rien au monde.

La représentation s'est tenue au sein de l'unique théâtre élisabéthain de France, qui siège dans l'enceinte du château d'Harlot. Un écrin historique que François Hollande semble ravi d'avoir visité en compagnie de sa compagne. «C'est avec plaisir que je découvre cette scène théâtrale. C'est bien de montrer cela à une comédienne» a-t-il déclaré, faisant, bien entendu, référence à celle qui partage sa vie et peut-être bientôt sa nouvelle demeure. D'autant plus que Julie Gayet a repris le chemin des planches, après une vingtaine d'années consacrées au cinéma. A l'affiche de la pièce *Rabbit Holes*, depuis septembre dernier, elle s'est également essayée à la mise en scène, cet été, durant le Festival Opéra en plein Air.

SANTÉ

Six vitamines et nutriments dont toutes les femmes ont besoin

Le stress, le tabac, une alimentation déséquilibrée, nous empêchent, bien souvent, de couvrir tous nos besoins en nutriments essentiels. On fait le point pour être sûre de faire le plein en vitamines, minéraux et oligo-éléments indispensables à une vie en pleine santé.

La vitamine D

Outre le fait qu'elle permet de lutter contre l'ostéoporose, la vitamine D aurait également des effets protecteurs contre le cancer du sein ou le fibrome utérin. Elle est, en outre, essentielle au métabolisme du calcium et du phosphore, car elle permet d'augmenter leur absorption. Où la trouver ? La vitamine D se trouve dans les poissons gras comme, par exemple, le maquereau, la sardine ou le hareng, le foie de poisson et les huiles de poisson, ainsi que dans les jaunes d'œuf.

L'acide folique (ou vitamine B9)

L'acide folique (également appelé vitamine B9) participe à la fabrication des globules rouges et blancs, au renouvellement de la peau et de la paroi de l'intestin, ainsi qu'à la synthèse des substances chimiques qui modulent le fonctionnement du cerveau.

L'acide folique est notamment indispensable au tout début de la grossesse pour le développement du système nerveux de l'embryon. Où la trouver ? La vitamine B9 se trouve principalement dans les légumes à feuilles vert foncé comme les choux, les épinards, la mâche, les blettes, les brocolis ou la roquette. On en trouve également dans les légumes secs et la levure de

bière.

Le calcium

Le calcium est le sel minéral le plus abondant de l'organisme : l'essentiel se trouve dans les os et les dents où il contribue à leur solidité. Mais il intervient également dans bien d'autres fonctions comme la contraction musculaire, la coagulation sanguine ou la sécrétion des hormones. Selon une étude chez les personnes prédisposées à cette maladie, une alimentation suffisamment riche en calcium pourrait légèrement diminuer le risque de développer un cancer du côlon. Où le trouver ? On trouve le calcium dans les fromages, le yaourt, le lait de vache, mais aussi dans les fruits secs (amandes, noisettes, figues), les légumes secs et certains légumes verts (choux, poireaux, brocolis).

Le zinc

Le zinc est un métal indispensable à l'action de multiples enzymes de notre organisme. Il est, entre autres, nécessaire au bon fonctionnement de notre système immunitaire, au renouvellement de la peau, des ongles et des cheveux et au maintien de la solidité osseuse. Il aiderait également à lutter contre la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). Où le trouver ? Les principales sources alimentaires sont les huîtres, la viande rouge maigre, le foie, la dinde, les légumineuses, le germe de blé, les graines germées et les céréales complètes.

Le fer

Le fer est un oligoélément nécessaire à notre organisme car il assure le transport de l'oxygène dans les globules rouges. Il contribue au fonctionnement normal du système immunitaire et réduit la fatigue. Une insuffisance d'apport en fer peut provo-



quer une anémie dont les symptômes sont : fatigue, pâleur, palpitations et diminution des performances intellectuelles. Où le trouver ? Les formes les plus facilement absorbables de fer se trouvent dans les abats, la viande rouge, la volaille, le poisson et les fruits de mer. Mais on trouve également du fer, moins facilement absorbable dans les légumes secs et les fruits séchés, les graines, et les légumes verts.

La coenzyme Q10

La coenzyme Q10 aide les cellules à produire de l'énergie : 95 % des besoins corporels en énergie sont transformés à l'aide de la coenzyme. Elle est très particulièrement intéressante si vous faites du sport car elle augmente vos capacités. Elle possède aussi de fortes propriétés anti-oxydantes. Où la trouver ? Notre alimentation nous fournit un apport journalier d'environ 3 à 10 milligrammes de cette coenzyme, surtout présente dans la viande et le poisson.



Les DÉBATS

Quotidien national
d'information

Edité par la SARL
MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Le Havre Ferhat en tête des meilleurs passeurs de Ligue II

■ L'attaquant international algérien du Havre, Zinedine Ferhat caracole toujours en tête du classement des meilleurs passeurs du Championnat de Ligue 2 française de football, avec six offrandes en douze journées. Le doyen des clubs français reste sur un nul à domicile contre Châteauroux (1-1), mais cet échec n'a pas empêché l'ancien N.7 de l'USM Alger de conserver sa place en tête du classement des meilleurs passeurs, où il devance sur le podium Julien Faussurier et Diego Rigonato, respectivement sociétaires du Stade brestois et du Stade de Reims, avec cinq offrandes chacun. Un deuxième Algérien a fait son apparition dans le Top 10 des meilleurs passeurs du Championnat de Ligue 2 française à l'issue de la 12e journée, disputée ce week-end. Il s'agit de l'ancien Marseillais Karim Ziani, actuellement à l'US Orléans et qui pointe à la 6e place avec trois offrandes. L'ex-international algérien (35 ans) partage cette 6e place avec Rémy Dugimont (Clermont Foot), Ghislain Gimbert (AC Ajaccio), Jean-Pascal Fontaine (Le Havre AC), Kévin Fortune (RC Lens), Romain Grange (Niort) et Pierre Bouby (US Orléans). Ferhat (24 ans) a été sacré meilleur joueur du Championnat de Ligue 2 française au mois d'août dernier, devant le meneur de jeu du FC Sochaux, Florian Martin et l'attaquant de Lorient, Denis Bouanga.

Basket-ball /Championnat arabe des clubs (messieurs)

Le GSP tirée dans le groupe C

■ La formation algérienne du GS Pétroliers évoluera dans le groupe C lors du 30e Championnat arabe des clubs champions de basket-ball messieurs, prévu du 23 octobre au 2 novembre à Salé (Maroc), en compagnie du club organisateur de l'AS Salé, d'Al-Ahly (Emirats arabes unis) et d'Al-Fath (Arabie Saoudite), selon les résultats du tirage au sort effectué dimanche. Les Algériens entameront la compétition mardi face au Ahly des Emirats avant de croiser le fer mercredi avec l'AS Salé puis les Saoudiens d'Al-Fath samedi prochain. L'entraîneur du GSP, le Français Nicolas Meistelman, s'était montré "confiant" quant aux chances de ses joueurs de réussir une belle prestation dans ce rendez-vous arabe après avoir raté le podium lors de la précédente édition en Tunisie. "Nous avons fait une énorme préparation dans l'optique de jouer les premiers rôles au Championnat arabe qui reste notre objectif en ce début de saison. Nous allons aborder la compétition match par match et essayer de réaliser la meilleure performance possible", a-t-il déclaré à l'APS avant le départ au Maroc. Le groupe A est composé d'Al-Jazira (Egypte), du FUS Rabat (Maroc), de la JS Manazeh (Tunisie) et du Mahreq (Bahreïn), alors que la poule B comprend Al-Gharrafa (Qatar), Nazoua (Oman), les FAR Rabat (Maroc) et Homentmen (Liban). Les deux premiers de chaque groupe ainsi que les deux meilleurs terminant à la troisième place se qualifieront aux quarts de finale. Lors de la dernière édition disputée en Tunisie, l'ES Sahel avait remporté le trophée en s'imposant devant l'AS Salé en finale (72-62). La meilleure performance algérienne au Championnat arabe des clubs champions a été réalisée par l'ECT d'Alger qui a remporté le trophée en 1989.

Equipe nationale

Des stages permanents pour les locaux



Le bureau fédéral a avalisé une nouvelle (ancienne) orientation qui est de revenir aux regroupements ou stages périodiques qui se faisaient auparavant en équipe nationale, mais qui concerne surtout les joueurs locaux. En effet, il faut savoir que les joueurs évoluant à l'étranger ne peuvent pas à chaque fois se déplacer en Algérie étant donné qu'ils ne peuvent être présents que lors des dates-FIFA. Cette disposition avait été proposée par de nombreux observateurs de la chose footballistique dans notre pays qui avaient rappelé que c'est cela qui a été derrière notre réus-

te dans les années fastes de la balle ronde nationale, éventuellement dans les années 80 et début des années 90. Ainsi, donc, les meilleurs joueurs locaux seront en regroupement permanent une fois par mois où ils travailleront dur avec le sélectionneur national pour tenter de travailler la cohésion afin qu'ils soient prêts pour les rendez-vous officiels. L'actuel bureau pense que cela est la seule solution pour tenter de relancer le football national qui se retrouve dans l'impasse avec le manque de travail au sein de la sélection nationale qui est toujours obligée d'attendre les dates-FIFA pour pouvoir

regrouper tout le monde, ce qui est insuffisant surtout si on prépare un rendez-vous très important comme la CAN, par exemple, qui nécessite beaucoup de travail et des matchs amicaux. Ainsi, le nouvel staff technique national aura là une belle occasion de bien peaufiner la préparation de son groupe pour le préparer pour les prochaines échéances, sachant que c'est ce qui est manquant aux précédents sélectionneurs qui ne pouvaient pas se contenter de quelques stages avant d'entrer dans le vif du sujet et se lancer dans une compétition qui demande un peu plus de travail.

Imad M.

Volley-ball /CAN-2017 (messieurs/Gr. D)

Bon début pour l'EN devant le Botswana

■ La sélection algérienne messieurs de volley-ball a bien entamé le Championnat d'Afrique des nations en battant facilement son homologue du Botswana sur le score de 3 sets à 0, en match comptant pour la 1re journée du groupe D de la compétition disputée dimanche au Caire. Les scores des sets ont été comme suit : 25-15, 25-13 et 25-17. Dans l'autre match du groupe D, le Rwanda s'est imposé devant le Tchad par 3 à 0 (25-20, 25-21, 25-15). Lors de la 2e journée prévue demain lundi l'Algérie affrontera le Tchad (12h00) alors que le Botswana sera opposé au Rwanda (14h00). Le groupe A est composé de l'Egypte, du Niger et de la RD Congo tandis que le groupe B est constitué de la Tunisie, du Ghana, du Kenya et de la Libye. Le groupe C comprend, lui, le Cameroun, le Maroc et le Nigeria. Au total, 14 pays prennent part au Championnat d'Afrique qui se déroulera jusqu'au 29 octobre au Caire. Les deux premiers de chaque groupe seront qualifiés pour les quarts de finale et les trois premiers du classement final assureront leur qualification au Mondial 2018 prévu du 10 au 30 septembre en Italie et Bulgarie.

Aviron/Championnat d'Afrique (seniors et juniors)

La sélection vice-championne d'Afrique avec 19 médailles

■ La sélection algérienne d'aviron a pris la 2e place au classement final du Championnat d'Afrique (seniors, juniors et U23), organisé du 20 au 22 octobre aux berges du lac de Tunis, en décrochant 19 médailles (8 or, 9 argent et 2 bronze), à l'issue de la 2e et dernière journée disputée dimanche. Le titre continental est revenu à la Tunisie (pays organisateur) qui a remporté 19 médailles (11 or, 7 argent, 1 bronze), alors que le Maroc (8 médailles : 1 argent, 7 bronze) monte sur la 3e marche du podium. L'Algérie, rappelle-t-on, a pris part à cette compétition avec 18 rameurs dont 7 filles.

En partenariat avec l'ES Sétif

Le Real Valladolid fonde son académie en Algérie

■ Un accord d'association a été signé dimanche à Alger, entre le Real Valladolid Espagne et l'entreprise Real Valladolid Algérie visant à former et sélectionner les jeunes talents et leur donner une chance pour se démarquer et partir jouer en Europe. Cette académie footballistique sera sous la supervision d'encadreurs algériens dirigés par l'ex-directeur technique national à la Fédération algérienne de football, Boualem Laroum. La cérémonie de signature a été marquée par la présence de responsables de l'Entente Sétif (Ligue 1), à leur tête Hacem Hamar, président du club qui devrait signer un accord d'association avec le Real Valladolid prochainement. Le responsable de l'académie "Real Valladolid Algérie", Touaoula Mokrane a indiqué que "le choix s'est porté sur l'ESS car elle figure parmi les meilleurs clubs algériens et jouit d'une longue histoire footballistique, en sus d'être le seul club algérien à avoir participé au Mondial des clubs", ajoutant que "le club bénéficiera des services des meilleurs joueurs

sélectionnés avant un éventuel départ en Europe". Les termes de l'accord prévoient "une participation à des tournées avec le Real Valladolid pour permettre à ces joueurs de se faire remarquer et se faire sélectionner", a ajouté le même responsable. Pour sa part, le représentant officiel du programme international de l'académie Real Valladolid en Algérie, Ramon Jil, a affirmé que son club "entend asseoir et faire connaître sa philosophie footballistique et la transmettre aux jeunes talents, car a-t-il dit, nous avons notre propre façon de former et de jouer". Pour ce qui est du choix de l'Algérie, M. Jil a indiqué que "l'Algérie est un pays du football, proche de nous géographiquement et dans lequel nous n'avons pas installé d'écoles". Exprimant son souhait de voir "durer cet accord le plus longtemps possible", le même responsable a indiqué que "les objectifs avec l'ESS n'ont pas encore été fixés". De son côté, le directeur technique de l'académie d'Alger, Boualem Laroum, a indiqué que "le club dispo-

se d'une philosophie de jeu qui ne diffère pas beaucoup de la méthode de jeu du joueur algérien. Nous devons changer à mesure que les temps changent". "En Algérie nous avons pris beaucoup de retard, côté technique, et nous nous sommes intéressés uniquement à la préparation physique. Je pense que cet accord nous apportera beaucoup de choses supplémentaires. Nous avons des compétences pour former les joueurs et nous procéderons à des échanges d'expériences avec les encadreurs de Valladolid d'une manière permanente et continue", a-t-il ajouté. Pour sa part, le président de l'ESS, Hacem Hamar, a fait part de sa disposition à coopérer avec le club espagnol. "Nous sommes disposés à travailler avec Valladolid, d'autant plus que l'ESS comprend environ 500 jeunes talents au sein de l'académie de l'Entente. Nous avons tous les moyens logistiques et équipements. Nous sommes sur le point de créer un centre d'entraînement et deux hôtels propres au club", a indiqué Hamar.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Attentat terroriste contre des gendarmes nigériens

L'Algérie condamne avec «force»

L'Algérie a condamné, lundi, avec «force» l'attentat terroriste meurtrier qui a ciblé des gendarmes nigériens non loin de la frontière avec le Mali, rappelant qu'elle continuera à apporter son soutien à l'effort collectif visant à «affiner la stratégie de lutte contre le terrorisme au double plan régional et international».

«Nous condamnons avec force l'agression terroriste contre une unité de gendarmerie nigérienne dans la localité d'Ayorou, dans laquelle 13 vaillants gendarmes nigériens, appartenant au détachement de la gendarmerie assurant la sécurité de cette ville attenante à la frontière malienne, sont tombés en martyrs», a déclaré à l'APS, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Chérif.

«Nous nous inclinons devant leur sacrifice suprême et présentons à leurs familles et au gouvernement nigérien nos condoléances et les assurons de notre solidarité», a-t-il dit, soulignant que «nous demeurons convaincus que quels qu'en soient les sacrifices, le peuple nigérien, son armée et ses forces de sécurité sauront faire face à la menace terroriste et réduiront à néant les plans funestes de l'entreprise terroriste». «L'Algérie qui a toujours prouvé sa solidarité agissante avec les pays et les peuples frères et voisins, continuera à apporter son soutien à l'effort collectif visant à coordonner les efforts et à affiner la stratégie de lutte contre le terrorisme au double plan régional et international», a-t-il ajouté.

R. N.

Mostaganem

Réception du siège de la Radio régionale en mars prochain

Le nouveau siège de la Radio régionale de la wilaya de Mostaganem sera réceptionné en mars prochain, a-t-on appris hier du directeur de la radio, Belkacem Toumi.

L'opération de construction du nouveau siège se déroule à une cadence avancée après l'achèvement des gros oeuvres et en attendant le lancement des travaux intérieurs. Le taux de réalisation de ce bâtiment a atteint 65%, selon les affirmations du bureau d'études et l'entreprise chargée du projet.

La réalisation du nouveau siège va permettre d'améliorer les conditions de travail et d'activité dans la wilaya forte de sa richesse culturelle et historique et, par conséquent, répondre aux aspirations de la population de la région, a déclaré M. Toumi.

Les services techniques de la Radio algérienne (Enrs) et de l'entreprise de télédiffusion (TDA) ont effectué des tests au niveau du nouveau siège, en collaboration avec le Centre national de diffusion de Bouchaoui et le bureau d'études chargé du projet en vue de mettre en place les équipements de transmission satellitaire et hertziennes.

Les travaux de réalisation du nouveau siège de la Radio régionale de Mostaganem ont été lancés en mars dernier pour un coût de 60 millions de DA.

R. M.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Lutte contre la criminalité

20 femmes arrêtées par la gendarmerie



Les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale ont arrêté 945 individus dont 20 femmes impliqués dans différentes affaires criminelles, durant le 3^e trimestre de l'année 2017, selon un bilan présenté hier par ces services.

Quelque 474 individus ont été arrêtés dans le cadre de la criminalité générale alors que 137 autres ont été interpellés dans le cadre du crime organisé, soit un total de 611 individus dont 19 femmes dont la tranche d'âge varie entre 18 et 30 ans. Concernant les

vols, l'association de malfaiteurs, les agressions et les cambriolages, 94 affaires ont été enregistrées, outre l'arrestation de 117 individus dont une femme.

Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et des psychotropes, 66 affaires ont été traitées ayant permis l'arrestation de 87 individus, en sus de la saisie de 5,523 kg de kif traité et la saisie de 1 927 comprimés de psychotropes.

S'agissant du faux et usage de faux, 24 affaires ont été recensées ayant permis l'arrestation de 28 individus avec la saisie du matériel utili-

sé, de documents administratifs, uniformes et d'autres effets.

Concernant l'escroquerie et l'abus de confiance, 10 affaires ont été enregistrées, outre l'arrestation de 10 individus dont trois recherchés ou faisant l'objet de mandat d'arrêt.

En matière de lutte contre la migration clandestine, 28 individus de différentes nationalités ont été arrêtés dont certains impliqués dans des crimes d'infractions à la loi, ayant été présentés devant la justice et mis sous mandat de dépôt.

Pour les recherchés, 33 individus ont été arrêtés au niveau des barrages et différentes patrouilles, faisant l'objet d'un avis de recherche lancé par les autorités judiciaires. Ces individus ont été présentés devant la justice, indique le même communiqué.

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger a intensifié ses actions au 3^e trimestre de 2017, en vue de lutter contre toute forme de criminalité, notamment grâce aux renseignements et aux descentes dans les lieux dits «sensibles», ce qui a permis le traitement de plusieurs affaires et le démantèlement de réseaux criminels.

Farid D.

Jijel

Arrestation d'une terroriste âgée de 69 ans

Une terroriste âgée de 69 ans, épouse d'un terroriste abattu et mère de deux terroristes également abattus, a été capturée hier à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a capturé, hier 23 octobre 2017 à Jijel, la terroriste H. Chérifa âgée de 69 ans, épouse du terroriste abattu B. Ismaïl et mère de deux terroristes abattus B. Othmane et B. Saïd, précise la même source, ajoutant que «cette terroriste avait rallié les groupes terroristes en 1996». Cette opération «rentre

dans le même contexte de l'opération de qualité menée par un détachement de l'ANP le 22 octobre 2017 près de la commune de Selma Ben Ziad, daïra d'El Aouana, wilaya de Jijel (5^{ème} Région militaire) ayant permis d'éliminer deux dangereux terroristes, et qui ont été identifiés. Il s'agit de B. Boudjaâfar et B. Saïd alias Abou Zakaria, souligne le MDN.

Par ailleurs, il «a été procédé à l'identification du terroriste capturé, hier, à la wilaya de Jijel (5^{ème} Région militaire). Il s'agit de Z. Abdelhadi alias Abderrahim, qui avait rallié les groupes terroristes en 1995», conclut le MDN.

T. L.

ACTU...

Bordj Badji Mokhtar Cinq contrebandiers appréhendés

Cinq contrebandiers ont été appréhendés et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions ont été saisis par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bordj Badji Mokhtar, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a appréhendé à Bordj Badji Mokhtar/6 Région militaire, cinq contrebandiers et saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et divers outils d'arpillage», précise la même source, soulignant qu'un autre détachement a saisi «50 quintaux de tabac à El Oued/4 RM, alors que des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi 2 894 unités de différentes boissons et 14,3 quintaux de cuivre à Tlemcen et Mostaganem/2 RM». Dans le même contexte, des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté à Sidi Bel Abbès/ 2 RM «un narcotrafiquant à bord d'un véhicule touristique chargé de 47,2 kg de kif traité, tandis que trois individus, 800 comprimés de psychotropes et un véhicule touristique ont été interceptés à Oran/2 RM».

Par ailleurs, des unités des gardes-côtes ont déjoué, à Oran et Aïn Témouchent/2 RM, des tentatives d'émigration clandestine de 43 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, tandis que 21 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Tlemcen, Relizane et Oran/2 RM», conclut le communiqué.

R. T.

Aïn Témouchent

Un plan d'émigration clandestine déjoué

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Aïn Témouchent ont mis en échec, dimanche, un plan d'émigration clandestine de 17 jeunes, a-t-on appris auprès de ce corps de sécurité.

Les gendarmes ont intercepté, à l'aube, à la plage de Sbiât, située dans la commune de Msaïd, 17 jeunes, âgés entre 20 et 40 ans, vêtus de gilets de sauvetage en train d'embarquer dans un zodiac pour une traversée illégale en mer conduisant aux côtes espagnoles.

Les 17 jeunes arrêtés sont originaires des wilayas d'Alger, Oran, Mascara, Tizi Ouzou et Aïn Témouchent, selon la Gendarmerie nationale qui a annoncé la saisie du zodiac.

Bilal L.

Canada

Un homme abattu après avoir percuté une voiture de police

Un homme a été abattu par des policiers après avoir percuté un véhicule de police au volant de sa voiture à Saskatchewan, au Canada, ont rapporté dimanche des médias.

La police a reçu un appel faisant état de coups de feu à North Battleford, dans la province du Saskatchewan. Les policiers sont arrivés sur les lieux à une intersection, lorsqu'un individu a précipité son véhicule sur la voiture de police, a rapporté la chaîne CTV.

En représailles aux agissements de l'individu, les policiers ont ouvert le feu sur le véhicule, tuant son occupant.

Une femme qui se trouvait à bord du même véhicule a été légèrement blessée, et a été emmenée à l'hôpital avant d'être arrêtée. Un agent de police a également été légèrement blessé. Une enquête sur cet incident a été ouverte, a-t-on indiqué.

B. L.